



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017

secours-catholique.org

 [caritasfrance](https://twitter.com/caritasfrance)
 [Secours Catholique-Caritas France](https://www.facebook.com/Secours-Catholique-Caritas-France)



**ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL**

SOM- MAIRE

POUR UNE RÉVOLUTION FRATERNELLE	3
ILS SONT LE SECOURS CATHOLIQUE	4
RÉTROSPECTIVE 2017	6
TOUS EN CAMPAGNE CONTRE LES PRÉJUGÉS !	8
ACTION FRANCE	10
Mal-logement	11
Accueil et droits des étrangers	13
Justice et prison	15
Emploi et économie sociale et solidaire	16
Renforcement des liens familiaux	19
Urgences	21
ACTION INTERNATIONALE	22
Afrique et océan Indien	23
Amérique latine et Caraïbes	25
Asie et Europe orientale	27
Moyen-Orient et nord de l'Afrique	29
Animation de la solidarité internationale	31
Urgences internationales	32
PLAIDOYER	36
Plaidoyer France	37
Plaidoyer Union européenne	41
Plaidoyer international	42
MOBILISATION DES JEUNES À SAINT-MALO	44
ANIMATION SPIRITUELLE ET DIACONALE	46
COMMUNICATION	48
GÉNÉROSITÉ ET FINANCES	50
UNE ORGANISATION AU SERVICE DU PROJET NATIONAL	52
LE RÉSEAU CARITAS FRANCE	54
GOUVERNANCE ET CONTRÔLE AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE	56
IDENTITÉ	57
REMERCIEMENTS	58

POUR UNE RÉVOLUTION FRATERNELLE

Le soutien en France de près d'un million et demi de personnes en situation de précarité fait du Secours Catholique-Caritas France un témoin privilégié non seulement de leurs difficultés, mais surtout de leur volonté de s'en sortir et de prendre pleinement part à la construction de notre société. De ce long compagnonnage est née la conviction politique qui a porté notre action et notre plaidoyer en 2017 : pour vivre en confiance dans notre société, il faut y être considéré, pouvoir y contribuer et s'y sentir protégé.

Notre priorité en début d'année, au moment où les discours électoraux stigmatisants faisaient florès, a ainsi été de défendre les plus exclus dans leur dignité. Nous avons sillonné la France à la rencontre des citoyens afin de déconstruire les préjugés qui alimentent les peurs et engendrent l'exclusion. Le bon accueil réservé aux personnes en situation de précarité qui menaient campagne à nos côtés nous conforte dans l'espoir qu'une révolution fraternelle est possible.

Possible, mais à la condition d'une meilleure protection de tous. Or faute d'avoir su s'adapter aux ruptures que vivent les citoyens les plus fragiles, notre système de protection sociale ne les protège plus suffisamment. Nous avons conduit avec eux un travail de fond, non pas à partir des seuls comptes sociaux, mais de leur expérience de vie, qui enrichira notre rapport annuel 2018 sur la pauvreté en France.

L'enjeu d'une protection sociale plus juste et solidaire est crucial. C'est d'elle en effet que dépend notre capacité collective à relever un autre défi : l'accueil et l'intégration dans la durée des étrangers qui vivent parmi nous. Seule en effet une société protectrice pour chacun peut trouver les ressources en elle pour accomplir son devoir d'hospitalité.

En septembre 2017, le pape François lançait la campagne « Partager le chemin » qui nous invite à la rencontre avec les migrants et les réfugiés. Le Secours Catholique y prend part, aux côtés des Caritas du monde entier. Car la question des migrations n'est ni française, ni européenne, elle est mondiale. Il n'est d'ailleurs plus un seul sujet aujourd'hui qui n'ait une dimension à la fois locale et globale. D'où ce double engagement qui est le nôtre : à l'international, en soutien de nos partenaires sur le terrain, et sur nos propres territoires avec une grande diversité d'acteurs, non seulement sociaux, mais aussi politiques et économiques. Maisons des familles, Foncière Caritas Habitat, Agence immobilière sociale, Réseau Éco Habitat, Territoires zéro chômeur de longue durée... le présent rapport fait la preuve de notre capacité à développer des solutions innovantes avec le concours de nombreux partenaires, à partir des savoirs des plus fragiles.

En organisant sa première université de la solidarité et de la diaconie, qui a réuni délégués à la solidarité et personnes en situation de précarité, l'Église de France a montré elle aussi sa volonté de reconnaître et de partager les savoirs des plus fragiles. Cette dimension évangélique l'invite aussi à s'ouvrir toujours davantage à la diversité culturelle et religieuse des plus fragiles. Un autre défi de notre temps, un défi joyeux, comme nous l'ont démontré les 700 jeunes de Young Caritas venus de 40 pays pour célébrer la rencontre de l'autre dans le cadre de l'université d'été de Saint-Malo. ■

Véronique Fayet
Présidente nationale

Bernard Thibaud
Secrétaire général

Dominique Fontaine
Aumônier général

ILS SONT LE SECOURS CATHOLIQUE

JEAN-YVES

MA VIE TOURNE AUTOUR DU BALLON ROND



Septième d'une fratrie de onze enfants, Jean-Yves a vu sa vie basculer après son deuxième divorce. Il se retrouve à la rue où il passe quatorze ans. En 2007, le bruit court que le Secours Catholique d'Auxerre monte une équipe de football. « *Je me suis présenté, se souvient-il. Et j'ai fait la saison complète avec eux. Nous étions licenciés et*

nous avons participé à la sélection de l'équipe de France des sans-abri. » Devenu entraîneur de l'équipe, Jean-Yves fait de sa passion un outil pour permettre aux personnes en difficulté de goûter un moment de répit. Sa grande ambition est de développer l'équipe et d'emmenner ses joueurs en coupe de France.

PASCALE

ILS M'ONT DONNÉ UNE CHANCE. ÇA M'A SAUVÉE !



Bénévole depuis près de dix ans au Secours Catholique, Pascale accueille les personnes autour d'un café à Rethel, dans les Ardennes, avec un credo : combattre les solitudes. Car la solitude et la galère, elle a bien connue. Chômage, accumulation des dettes, alcoolisme, dépression, hospitalisation... elle a vécu une vraie « *descente*

aux enfers ». Puis un jour, elle découvre une affiche du Secours Catholique qui recherche des bénévoles pour une braderie. « *Je cherchais une solution pour m'en sortir, alors je me suis dit : pourquoi pas ? J'ai tout raconté, mes problèmes, mon histoire, et ils m'ont donné une chance. Ça m'a sauvée !* »

DAVIT ET KARLEN

« REMETTRE DEBOUT » LES PERSONNES EN DIFFICULTÉ



Pour Davit et Karlen, des jumeaux arméniens, le karaté n'est pas seulement un sport, mais le moyen de faire face aux violences de la vie qu'ils ont connues chez

eux, puis en Russie, où ils font l'expérience du délit de faciès, avant de s'exiler en France. À Lyon, depuis six ans, le Secours Catholique les aide à poursuivre leur passion. En échange, les deux frères offrent des cours de karaté pour adultes. « *Une douzaine de participants sont assidus. Nous souhaitons que deux ou trois d'entre eux participent à l'Open de Belgique. Leur niveau le leur permet.* »

LE PÈRE PARFAIT

IL NE S'AGIT PAS SEULEMENT D'AIDER LES PAUVRES, MAIS D'ATTAQUER LE MAL À LA RACINE



Originaire de Brazzaville, le père Parfait, 43 ans, partage son temps entre deux missions. « *Je suis curé d'une petite paroisse rurale de 4 000 habitants, à 47 km de Bourg-en-Bresse.*

Mais le mardi et le mercredi, je suis entièrement disponible pour le Secours Catholique. » En qualité d'aumônier, le père congolais souhaite que tous, croyants comme non-croyants, chrétiens comme non-chrétiens, accèdent à la sagesse et à la richesse des Évangiles. Il s'intéresse particulièrement à la doctrine sociale de l'Église. « *Il ne s'agit pas seulement d'aider les pauvres, mais d'attaquer le mal à la racine, de travailler à la justice pour une révolution de la société.* »

“ AMALIA

CHEZ NOUS, CE SONT LES GARÇONS QUI FONT DES ÉTUDES



À 14 ans, lorsque Amalia est envoyée à Morelia, dans le centre du Mexique, ce n'est pas pour y suivre des études mais pour accompagner celles de son frère. Profitant de l'anonymat de cette ville de 600 000 habitants, l'adolescente prend l'initiative de s'inscrire au lycée. C'est le début d'un parcours atypique qui l'amène à devenir dentiste. Bien qu'une belle carrière en ville se présente à elle, Amalia préfère revenir parmi les siens : une communauté indigène qui souffre de discriminations. À 29 ans, elle y coordonne le projet santé de Fomento, un partenaire du Secours Catholique. Son parcours est un pied de nez au destin.

“ FRANÇOIS

LES ACCUEILLIS DU SECOURS CATHOLIQUE, C'EST MA FAMILLE : JE SUIS UN PEU LEUR GRAND-PÈRE



Âgé de 77 ans, François est bénévole depuis dix-sept ans. Tout commence en 1999, quand il se retrouve à la retraite et vient frapper à la porte du Secours Catholique près de chez lui, dans le nord-ouest de Paris. On l'oriente vers le Pain partagé de la paroisse Notre-Dame-de-Clignancourt où, deux fois par semaine, il accueille des sans domicile et des personnes retraitées sans moyens. C'est le début d'une « véritable carrière » qui se déroule de Paris à Lyon et va du soutien des sans-abri à l'accompagnement des familles. Avec toujours la même flamme : l'attention aux autres.

“ DOMINIQUE ET HUGO

DANS LA RÉUSSITE D'HUGO, J'AI ÉTÉ LE COUP DE POUCE



Hugo, 18 ans, a décroché son bac pro et prépare désormais un BTS technico-commercial à Épinal. Une réussite qu'il doit pour beaucoup au soutien de Dominique, ancien cadre dans l'industrie et bénévole au Secours Catholique. Entre eux, pas d'effusions, mais beaucoup de respect. Pendant sept ans, Dominique a apporté à l'adolescent une aide en mathématiques et dans les matières technologiques, à raison d'une heure par semaine à domicile. « Avec lui, ça rentrait mieux, confie l'adolescent. Ça m'a permis d'accrocher la moyenne. Comme j'étais dissipé en classe, ça compensait. »

“ HENRIETTE

CE SONT EUX, LES ENFANTS DE MA NOUVELLE FAMILLE, QUI M'ONT DIT : ÉCRIS !

Si aujourd'hui Henriette est une femme épanouie, elle le doit à son courage. Henriette a quinze ans lorsqu'elle quitte le Togo pour Paris. Abusée par la promesse d'un avenir meilleur en France, la jeune Togolaise subira des années d'esclavage domestique. Grâce à l'aide d'une voisine qui s'inquiète de la voir se dégrader physiquement, elle est retirée à ses bourreaux et confiée au Comité contre l'esclavage moderne (CCEM), dont le Secours Catholique est partenaire. Henriette écrit alors *Une esclave moderne* (éd. Michel Lafon, 2000), et se bat pour obtenir réparation de son préjudice. Un combat de dix ans qui a fait progresser le droit pénal français.

“ AMÉLIE

ON VIT DES MOMENTS MAGIQUES

Mère isolée de deux enfants, Amélie est déléguée au Secours Catholique depuis sept ans. « Les équipes cherchaient quelqu'un juste au moment où moi je cherchais du travail, dans un domaine qui correspond à mes valeurs. » Le « match » est plus que parfait. Amélie s'enchant de la créativité et de l'émulation qu'elle connaît dans son travail avec les équipes. « Les bénévoles ont une vraie envie de contribuer au mieux-être de la société. On vit des moments magiques. » Parmi ceux-là, le pique-nique organisé en 2016 pour les 70 ans du Secours Catholique, « un moment de communion fraternelle avec les personnes en situation de précarité et les migrants qui nous ont fait danser. »

RÉTRO-SPECTIVE 2017



27 FÉVRIER - 3 MARS

Six jeunes participant au « Défi jeunes outre-mer » viennent à Paris faire le tour des QG de campagne des candidats à l'élection présidentielle pour témoigner de ce qu'ils vivent, des problèmes qu'ils rencontrent et des solutions qu'ils envisagent. Leurs propositions seront reprises par la Commission nationale consultative des droits de l'homme dans ses avis relatifs aux outre-mer.



9 MARS

Début de la démarche itinérante contre les préjugés que le Secours Catholique-Caritas France mène à travers tout le pays jusqu'au 30 avril, en faisant escale dans une trentaine de villes et avec le soutien de 23 délégations.



5 JUILLET

Les quatre premières familles et une personne en situation de handicap qui ont pu bénéficier du couloir humanitaire mis en place entre le Liban et la France arrivent à Roissy. Elles sont accueillies par des groupes citoyens dans le Gard, les Pyrénées-Atlantiques, la Sarthe et la Seine-Maritime.

ET AUSSI...

JANVIER « Le français pour tous », démarche collective réunissant la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France, La Cimade, Radya et le Secours Catholique-Caritas France, organise une journée de mobilisation dans le but de mieux coordonner les différents acteurs de l'apprentissage du français aux migrants. **MARS** Le ministère de l'Intérieur et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères signent un protocole d'accord avec la communauté de Sant'Egidio-France, la Conférence des évêques de France, la Fédération protestante de France, la Fédération de l'entraide protestante et le Secours Catholique pour établir des couloirs humanitaires entre les camps de réfugiés au Liban et la France. **AVRIL** Les membres du collectif d'associations réunies à l'initiative du Secours Catholique-Caritas France pour appuyer les actions et le plaidoyer des acteurs présents auprès des migrants à la frontière franco-italienne tiennent leur premier séminaire de travail à Nice. **MAI** À Tours, le Secours Catholique-Caritas France participe à la première session de théologie pratique organisée à la maison diocésaine. À l'image de celles qui ont lieu à Nevers depuis plusieurs années, cette session permet à des théologiens de confronter la parole de Dieu avec la connaissance et l'expérience des plus pauvres. **JUIN** Le Secours Catholique-Caritas France crée un conseil d'animation national composé de 60 personnes, dont des membres de bureau, des représentants de l'animation (salariés ou bénévoles) et des personnes ayant l'expérience de la précarité, avec une mission de conseil pour la mise en œuvre de son projet national. **AOÛT** Une Assemblée fraternelle réunit à Saint-Malo près de 100 personnes (bénévoles, personnes en situation de précarité, salariés) en vue de faire émerger les nouvelles



24-27 AOÛT

Plus de 700 jeunes venus de 40 pays et 5 continents convergent vers Saint-Malo pour la 4^e université d'été Young Caritas. Quatre journées de rencontres et d'échanges sur un des enjeux majeurs de notre société : l'interculturel et l'interreligieux.



15 SEPTEMBRE - 15 OCTOBRE

Départ de la « Caravane de la démocratie » qui se déplacera jusqu'au 15 octobre dans 4 pays d'Afrique afin de rassembler la jeunesse africaine et de la sensibiliser à l'importance d'exercer sa citoyenneté pour promouvoir l'alternance démocratique.

6 NOVEMBRE

Les bénévoles du pôle Urgences du Secours Catholique en Guadeloupe, en Guyane et en Martinique se rendent à Saint-Martin pour démarrer leurs visites aux sinistrés de l'ouragan Irma.



19 DÉCEMBRE

Publication par le Secours Catholique-Caritas France d'*Au pain partagé*, le récit poignant d'Alexis Jenni, Prix Goncourt 2011, et de son ami illustrateur, Emmanuel Prost. Un témoignage fort sur le temps partagé avec les personnes rencontrées dans un accueil parisien du Secours Catholique.

priorités du Secours Catholique-Caritas France en matière de plaidoyer. **SEPTEMBRE** À l'initiative du Secours Catholique-Caritas France, une quinzaine d'ONG, des experts et des représentants de la diaspora centrafricaine ainsi que de l'Église de France se réunissent afin de définir des actions communes de plaidoyer pour la Centrafrique. Le Secours Catholique, la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France, le Réseau des Accorderies et Aequitaz, regroupés au sein du « Collectif pour une protection sociale solidaire », se retrouvent pour un deuxième séminaire stratégique dans le cadre de la démarche initiée en 2015 pour repenser notre protection sociale. **OCTOBRE** Le Secours Catholique-Caritas France participe au « Forum des ONG colombiennes et françaises : coopération, innovation sociale et citoyennetés » organisé à Grenoble par un consortium d'ONG colombiennes et françaises. Le pape François reçoit en mains propres le résultat de la consultation menée dans les prisons d'Europe sur les pratiques favorisant l'autonomisation des détenus. Le Conseil national de la solidarité et de la diaconie, en réponse à la proposition du réseau Saint-Laurent, lance une première « université de la solidarité et de la diaconie », qui a lieu à Lourdes jusqu'au 2 novembre. **NOVEMBRE** Le Secours Catholique-Caritas France publie son rapport statistique annuel : « L'état de la pauvreté en France ». Son analyse de plus de 85 000 situations distinctes parmi les 1 438 000 personnes rencontrées en 2016 fournit la matière pour déconstruire les préjugés envers les personnes en situation de précarité. **DÉCEMBRE** Création de la Fédération Solidarauto, qui regroupe 4 garages solidaires et dont le Secours Catholique assure la présidence.

TOUS EN CAMPAGNE CONTRE LES PRÉJUGÉS !

En cette année 2017 où se déroulaient les élections présidentielle et législatives, la lutte contre les préjugés, un des axes de plaidoyer majeurs du Secours Catholique-Caritas France, a fait l'objet d'une mobilisation exceptionnelle. Pendant plus d'un mois, nos équipes sont allées à la rencontre des Français pour leur faire prendre conscience de la réalité de la précarité.

« Les pauvres sont des assistés. » « Ils ne savent pas gérer leur budget. » « Les étrangers viennent profiter de la générosité du système social français »... Ces préjugés si fréquents sont source de division sociale et de souffrance pour ceux qu'ils stigmatisent. Au point que beaucoup en viennent à ne pas faire valoir leurs droits, de peur d'avoir à essuyer des remarques méprisantes. Voilà ce dont témoignent si souvent les personnes en situation de précarité qui fréquentent nos accueils. Et c'est ce qui a convaincu le Secours Catholique-Caritas France de faire de la lutte contre les préjugés un des thèmes majeurs de son plaidoyer sur trois ans.

Les échéances électorales de 2017 étaient l'occasion idéale pour interpeller les citoyens sur ces questions, en opposant des statistiques objectives aux discours stigmatisants véhiculés notamment par certains élus et candidats. Cette interpellation des opinions publiques, et par ricochet des décideurs politiques, s'est faite sous la forme d'une démarche itinérante. Deux camions-podiums ont sillonné la France du 9 mars au 30 avril, faisant escale dans une trentaine de villes avec le soutien de 23 délégations du Secours Catholique.

La participation d'un tiers des délégations à cette démarche de prise de position publique qui n'est pourtant pas dans les habitudes de nos équipes a été un premier sujet de satisfaction. Toute une série d'outils étaient mis à leur disposition pour faciliter la prise de contact avec les passants, dont un questionnaire de 8 préjugés sur lesquels les personnes étaient appelées à se prononcer. L'occasion d'entrer en matière et d'engager bien souvent une discussion de fond sur ce qui pourrait être entrepris pour mieux faire société tous ensemble.

Si les débats autour des camions-podiums ont été vifs et parfois polémiques, les messages d'adhésion ont été nombreux et riches, ouvrant la voie à la révolution fraternelle que le Secours Catholique appelle de ses vœux. La participation de personnes elles-mêmes en situation de précarité a aussi permis de faire la démonstration que c'est parfois tout simplement en rencontrant l'autre et en apprenant à le connaître que l'on dépasse ses préjugés.

Autre effet positif de la démarche : la prise de conscience, dans les délégations, que le plaidoyer est un des moyens par lesquels nous pourrions faire reculer la pauvreté et les inégalités. Des groupes de plaidoyer se sont constitués depuis dans le réseau. Et à Bordeaux, un nouvel événement sur les préjugés a été programmé pour 2018. ■



LIBERTÉ
ÉGALITÉ
— SANS —
PRÉJUGÉS

“ LA FRANCE N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI BELLE QUE LORSQU'ELLE EST FRATERNELLE ET GÉNÉREUSE AVEC TOUS CEUX QUI Y SONT NÉS OU NON. SOYEZ ASSURÉS DE MON SOUTIEN ET DE MA SYMPATHIE. ”
NATHALIE

FORTE IMPLICATION DES HABITANTS DE SARCELLES, QUI SE SONT SUCCÉDÉ AU MICRO POUR S'EXPRIMER SUR LES PRÉJUGÉS. UN LÂCHÉ DE PIGEONS EN SIGNE D'AMITIÉ INTERRELIGIEUSE CLÔTURAIT LA JOURNÉE.

À REIMS, LE MAIRE EN PERSONNE A PARTICIPÉ AU DÉBAT SUR LES PRÉJUGÉS.

FINISTÈRE
25 MARS

MORBIHAN
22 ET 23 MARS

ANTHONY
30 MARS

PARIS
LANCEMENT DÉMARCHE
9 MARS

MEURTHE-
ET-MOSELLE
18 MARS

MEUSE
17 MARS

C'EST SUR LES PRÉJUGÉS CONTRE LES MIGRANTS QUE L'ON S'EST MOBILISÉ EN FRANCHE-COMTÉ, AVEC LA PARTICIPATION DES ÉLUS ET DES MIGRANTS AUX DIFFÉRENTS DÉBATS ET CONFÉRENCES, ET À LA GRANDE MARCHÉ QUI A RÉUNI PLUS DE 300 PERSONNES.

À CLERMONT-FERRAND, CE SONT LES JEUNES DE YOUNG CARITAS QUI SE SONT MOBILISÉS.

BOURGOGNE
24 MARS

ALLIER
7 AVRIL

À LYON, LA MOBILISATION A BATTU DES RECORDS DE PARTICIPATION.

“ UNE BELLE INITIATIVE, À QUELQUES SEMAINES DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN FRANCE OÙ TOUT EST FAIT POUR DIVISER, OPPOSER LES UNS AUX AUTRES, AU LIEU DE PRÔNER LES TROIS VERTUS CARDINALES DE NOTRE RÉPUBLIQUE : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ. ”
DANIEL

GIRONDE
19 ET 20 AVRIL

BEAUX SPECTACLES DE RUE DONNÉS PAR DES PERSONNES AYANT L'EXPÉRIENCE DE LA PRÉCARITÉ, AUX ÉTAPES DE CAUSSADE ET CAHORS.

UN SPECTACLE DE RUE AVEC DES PERSONNES AYANT L'EXPÉRIENCE DE LA PRÉCARITÉ ÉTAIT AU RENDEZ-VOUS DE L'ÉTAPE DE SAINT-ÉTIENNE.

PYRÉNÉES-GASCOGNE
ET CITÉ SAINT-PIERRE
12 MARS

LOZÈRE
15 MARS

GARD
27 ET 28 MARS

AUDE-ROUSSILLON
9 MARS

VAR
31 MARS
ET 1^{ER} AVRIL

À AVIGNON, LES ÉLÈVES DU CONSERVATOIRE ONT REJOINT LA CARAVANE AVEC LEURS INSTRUMENTS SOUS LE BRAS POUR DES DÉBATS EN FANFARE.

“ NOUS AVONS BESOIN ENSEMBLE DE CHANGER LES PRÉJUGÉS, MAIS SURTOUT DE RENDRE NOTRE SOCIÉTÉ PLUS SOLIDAIRE ET FRATERNELLE. FAISONS RECULER LA PAUVRETÉ. ”
SYLVETTE

ACTION FRANCE

CHANGER LA SOCIÉTÉ PAR L'ACTION EN FRANCE

Comment contribuer en France à changer la société par l'action ?

Le Secours Catholique-Caritas France met en œuvre son projet national 2016-2025. Cela se traduit par un renforcement des dynamiques liées aux éléments de sa stratégie globale. Le pouvoir d'agir des personnes et des groupes est ainsi renforcé dans l'action et la réflexion, comme ce fut par exemple le cas dans nos travaux sur l'accès digne et durable à l'alimentation et à la protection sociale.

L'expérimentation connaît également un vrai essor dans des domaines aussi variés que la mobilité, la lutte contre le chômage de longue durée, le renforcement des liens familiaux et l'action contre le mal-logement.

La mobilisation de la société civile est aujourd'hui un impératif qui se traduit pour le Secours Catholique en actes, notamment en vue de faire respecter les droits fondamentaux des migrants.

La diaconie est à l'œuvre dans l'accueil des réfugiés comme dans notre recherche spirituelle, au cœur des relations interculturelles et interreligieuses, approfondies dans la joie cette année par les Young Caritas, lors de leur université d'été.

Cette action réalisée en France dépasse le cadre hexagonal et nous l'avons vécu particulièrement cette année à travers notre action Urgences, après le passage de l'ouragan Irma dans les Caraïbes et la mobilisation réussie de jeunes en outre-mer.

L'Europe, enfin, prolonge notre action et la renforce, comme ce fut le cas cette année, dans la consultation des acteurs du monde carcéral sur les activités favorisant l'autonomisation et la réinsertion des personnes détenues

Laurent Seux, directeur France-Europe

MAL-LOGEMENT

Face à la problématique croissante du mal-logement en France, le Secours Catholique-Caritas France a adopté en 2017 un positionnement politique et multiplié les projets innovants pour lutter contre la précarité énergétique, mobiliser le parc privé, mener des expérimentations en faveur de la nouvelle politique du logement d'abord.

POSITIONNEMENT « DE LA RUE AU LOGEMENT »

Les actions que le Secours Catholique-Caritas France mène depuis des années avec les personnes à la rue, hébergées temporairement ou mal logées lui donnent une connaissance approfondie des causes du mal-logement et de ses conséquences dramatiques sur la vie de ceux qui le subissent. En 2016, une consultation s'est engagée dans l'ensemble du réseau et auprès des personnes en situation de mal-logement en vue de dégager un positionnement politique fort sur cette question. « Plus personne à la rue, plus personne mal logé.



Nos propositions pour construire une société plus juste et fraternelle » : le document né de ce travail de réflexion et des rencontres par les équipes locales du Secours Catholique avec les personnes mal logées analyse les causes du mal-logement et ses conséquences sur les personnes qui le vivent. Il présente les grands axes de plaidoyer développés par notre réseau dans les territoires : priorité au logement d'abord, accès au droit au logement, lutte contre la précarité énergétique, mobilisation du parc privé, accès à un hébergement digne et inconditionnel, etc. Ces engagements s'inscrivent dans une vision de société où la personne est au cœur des politiques publiques, où l'habitat, la Cité, doivent être pensés avec tous les habitants et où l'accès ou le maintien dans le logement sont considérés comme un préalable à l'inclusion sociale. Tous les principes énoncés s'appuient sur la doctrine sociale de l'Église et nos valeurs fondamentales : accueil inconditionnel et indispensable participation des personnes dans les politiques publiques sur ce sujet.

LE PROJET D'AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE TROUVE SON MODÈLE ET SE LANCE

Lancé en 2016 par le comité régional Île-de-France du Secours Catholique-Caritas France, le projet d'Agence immobilière sociale (AIS) a abouti en 2017 à un modèle innovant, validé par le conseil d'administration de l'association pour une mise en œuvre en 2018. Organisme à but non lucratif et à objet social, l'AIS inscrit son action dans la philosophie du plan quinquennal pour le logement d'abord voulu par le gouvernement. L'agence se composera d'une équipe salariée de professionnels de l'immobilier et de travailleurs sociaux qui, ensemble avec des bénévoles, proposent un accompagnement pluridisciplinaire aux personnes victimes du mal-logement. Les propriétaires solidaires qui confient leurs biens à l'agence bénéficient d'une garantie de celle-ci pour le paiement des loyers. L'objectif pour les quatre premières



années est de proposer un logement pérenne à 200 familles dans toute l'Île-de-France. Cette expérimentation vise à démontrer qu'il est possible et préférable de proposer un logement pérenne à des personnes en situation de grande précarité plutôt que des hébergements ou logements temporaires.

Limitée dans un premier temps à l'Île-de-France et aux familles accompagnées par le Secours Catholique et l'Association des cités du Secours Catholique (ACSC), cette expérimentation a pour objectif à plus long terme de devenir la norme dans la lutte contre le mal-logement, en lieu et place de l'hébergement d'urgence.

DU PLAIDOYER À L'ACTION POUR RÉNOVER LES PASSOIRES THERMIQUES

7,4 millions, c'est le nombre de « passoires énergétiques » que compte le parc privé français de résidences principales. Leur rénovation est une urgence écologique, économique et sociale, tant la précarité énergétique qu'elles entraînent dégrade la situation

financière et sociale des ménages modestes qui y vivent. Tel est le bilan fait par l'initiative « Rénovons ! », un collectif d'associations dont le Secours Catholique-Caritas France fait partie. Très actif pendant la campagne présidentielle de 2017, le collectif reste mobilisé pour que la rénovation des passoires énergétiques, problématique dont l'actuel gouvernement a fait une des

priorités du quinquennat, devienne effective.

Le Réseau Éco Habitat, créé grâce au soutien du Secours Catholique en Picardie, est une solution qui fait ses preuves pour permettre à des ménages modestes de sortir de la précarité énergétique. L'idée est de mettre les aides publiques affectées à l'isolation thermique des habitations au service des ménages les plus pauvres, éloignés de ces dispositifs, en les accompagnant à toutes les étapes, de la constitution du dossier au suivi des travaux : accompagnement technique pour le montage du dossier par le Réseau Éco Habitat et accompagnement fraternel par les bénévoles du Secours Catholique présents aux côtés des habitants. En 2017, le Réseau Éco Habitat a ainsi accompagné 74 familles, dont 16 ont déjà finalisé leurs travaux, pour un montant moyen

“ EN 2017, LE RÉSEAU ÉCO HABITAT A AINSI ACCOMPAGNÉ 74 FAMILLES, DONT 16 ONT DÉJÀ FINALISÉ LEURS TRAVAUX. ”

de 28 000 euros. Il a également mené des négociations avec des entreprises et des artisans de la région Picardie pour passer avec eux des contrats publics/privés dits « à impact social ». Tout comme l'AIS, ce dispositif très pertinent socialement a potentiellement vocation à être développé sur d'autres territoires et repris par l'État.

RÉFLEXION SUR LES ACCUEILS DE JOUR

Lieux d'accueil atypiques, au regard de ce qui se fait dans d'autres organisations, les 70 accueils de jour où le Secours Catholique-Caritas France reçoit les personnes à la rue sont confrontés, surtout dans les grandes villes, à une augmentation importante de leur fréquentation. Les bénévoles qui y sont engagés font ainsi face de plus en plus souvent à l'urgence, parfois à de l'insécurité, et se demandent comment faire en sorte que ces lieux restent de véritables lieux d'expérimentation où se vivent la fraternité (accueil inconditionnel, convivialité et partage), la solidarité (entraide

et actions collectives), l'accès aux droits (domiciliation, services intégrés d'accueil et d'orientation, DAHO/DALO, droit au séjour, etc.) et la recherche de sens. Un travail de réflexion s'est donc engagé dès 2016 et tout au long de l'année 2017 avec les acteurs des accueils de jour les plus confrontés à ces questions. Cinq axes de travail ont pu être dégagés, avec les objectifs suivants : procéder à une capitalisation des pratiques existantes et à un changement de pratiques dans certains lieux ; limiter à 70 le nombre de personnes accueillies par jour ; valoriser l'engagement des bénévoles, en les informant mieux et en leur proposant des espaces de relecture de ce qui est fait et vécu au contact de publics en détresse ; réfléchir à l'ancrage des accueils de jour, tant au sein du réseau du Secours Catholique qu'avec les partenaires associatifs et institutionnels ; renforcer le pouvoir d'agir des personnes accueillies aussi bien dans le fonctionnement, dans les activités, que dans l'action collective, de sensibilisation et de plaidoyer. ■

ACCUEIL ET DROITS DES ÉTRANGERS

En 2017, pour faire face aux situations d'urgence que connaissent les migrants à nos frontières et aux enjeux de leur intégration à long terme, le Secours Catholique-Caritas France a multiplié les approches innovantes : création de couloirs humanitaires, coordination de l'accueil à la frontière franco-italienne, développement de l'apprentissage du français comme outil de cohésion sociale et sensibilisation de l'opinion.

CHANGER LE REGARD SUR LES MIGRANTS DANS LES RÉSEAUX CHRÉTIENS

Les milieux chrétiens n'échappent pas aux phénomènes de peur et de rejet des étrangers – et de l'islam – qui progressent dans la société depuis quelques années. Soucieux de permettre un changement de regard, le Secours Catholique-Caritas France a lancé en 2017 un travail de fond en vue d'un séminaire national sur le sujet qui se tiendra au début de l'année 2018, dans le cadre de la campagne « Migrations » de Caritas Internationalis. La démarche prévoit une analyse interne des pratiques déjà expérimentées dans nos délégations ou chez nos partenaires, une mise en commun des enseignements que nous pouvons tirer de ces expériences, une réflexion partagée pour élaborer des lignes de conduite communes et produire des outils qui seront mis à la disposition de tous. Des mouvements proches comme l'ACAT, le CCFD-Terre Solidaire, la Pastorale des migrants et le Service jésuite des réfugiés (JRS, Jesuit Refugee Service) ont

été invités à se joindre à cette démarche. Un groupe de pilotage a été mis en place en juin 2017 en vue de l'organisation du séminaire. En parallèle, une étude quantitative sur le regard de l'opinion face à l'accueil des migrants a été réalisée en partenariat avec l'association More in Common et l'IFOP.

ACCUEIL DES RÉFUGIÉS PAR LES RÉSEAUX CITOYENS

Le 14 mars 2017, le ministère de l'Intérieur et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères signaient un protocole d'accord avec la communauté de Sant'Egidio-France, la Conférence des évêques de France, la Fédération protestante de France, la Fédération de l'Entraide protestante et le Secours Catholique-Caritas France pour établir des couloirs humanitaires entre le Liban et la France. Cet accord novateur a pour objectif de permettre à 500 familles identifiées sur place par des responsables de Sant'Egidio et de



L'entraide protestante d'obtenir un visa pour la France où elles sont entièrement prises en charge par des collectifs de citoyens liés aux Églises.

Un comité de pilotage regroupant des membres des mouvements signataires du protocole a conçu des modalités et outils communs : guide de l'hébergeur et conventions types ; accompagnement et formation des groupes d'accueil dans la durée ; construction des modalités pratiques d'une réelle complémentarité entre la solidarité citoyenne bénévole et l'intervention des professionnels du travail social pour l'accueil, l'accès aux droits et l'intégration.

Les quatre premières familles ainsi qu'une personne en situation de handicap sont arrivées à Roissy le 5 juillet et ont été accueillies par des groupes dans le Gard, les Pyrénées-Atlantiques, la Sarthe et la Seine-Maritime. En fin d'année, 36 personnes avaient été accueillies dans le cadre du projet, l'ambition étant de passer à un rythme de 30 personnes par mois en 2018.

Le Secours Catholique s'est réjoui de la dynamique que provoquent ces accueils sur les territoires, où des partenariats se créent avec d'autres associations bénévoles.

MISE EN PLACE D'UNE DYNAMIQUE INTERASSOCIATIVE FRANCO-ITALIENNE

À la demande de la délégation des Alpes-Maritimes, inquiète de la situation des migrants toujours plus nombreux à tenter de franchir la frontière à Vintimille et dans la vallée de la Roya, le Secours Catholique-Caritas France a proposé à Amnesty, La Cimade, Médecins sans frontières (MSF) et Médecins du monde de s'unir pour appuyer les actions et le plaidoyer des acteurs présents sur place, tant côté français qu'italien. Un premier séminaire de travail s'est tenu à Nice les 26 et 27 avril. Il rassemblait une soixantaine de personnes issues des cinq organisations partenaires, des réseaux et acteurs de la vallée de la Roya et des Alpes-Maritimes, ainsi qu'une dizaine de partenaires italiens, dont Caritas Vintimille, MSF Italie, Amnesty Italie, We World, Intersos, ASGI, Save the Children. Une deuxième rencontre a eu lieu le 28 juin avec les mêmes acteurs, afin de poursuivre les échanges sur trois thématiques (aide humanitaire, mineurs non accompagnés, aide juridique aux migrants) et de dégager des pistes concrètes pour renforcer la dynamique transfrontalière. Il a été notamment décidé de financer pendant dix-huit mois le poste d'un permanent chargé d'aider à la coordination de l'ensemble des acteurs français et italiens face aux arrivées et aux tentatives de passage de plus en plus importantes et aux refoulements illégaux, notamment de mineurs.

L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS COMME ENJEU MAJEUR DE COHÉSION SOCIALE

Lancée en 2015 par un collectif de quatre associations (la Fédération des centres sociaux et socio-culturels de France, La Cimade, Radya et le Secours Catholique-Caritas France), la démarche intitulée « le français pour tous » s'est poursuivie en 2017. Le 19 janvier, plus de 140 personnes participaient à une journée de mobilisation pour tenter d'organiser la coordination locale des différents acteurs afin de mieux prendre en compte la précarité grandissante des publics. Un site commun aux quatre associations est en cours de création. Il permettra de diffuser et de faire connaître le manifeste « L'apprentissage du français par les personnes migrantes : un enjeu majeur de cohésion sociale », déjà signé par 150 structures, et de favoriser la complémentarité des acteurs et des réseaux locaux.

Face à la multiplication des centres d'accueil et d'orientation (CAO), centres d'hébergement d'urgence pour migrants (CHUM), campements de migrants et squats, les bénévoles et salariés du groupe de travail « Apprentissage du français - Île-de-France » ont par ailleurs créé deux outils pour l'apprentissage du français en situation d'urgence : une grille permettant de déterminer s'il y a lieu ou non de créer un atelier spécifique, et un guide proposant un mode d'intervention pour ce type de cours.

STRUCTURATION D'UN RÉSEAU NATIONAL MIGRANTS ET ACCÈS AUX DROITS

Face à la complexité et à la montée en puissance de la question des migrations, le conseil d'administration du Secours Catholique-Caritas France avait

validé à la fin de 2015 la création d'un réseau national migrants avec, dans chacune des régions, une personne référente chargée d'intervenir en soutien des délégations sur l'ensemble des thématiques migrants : plaidoyer, accueil, accompagnement administratif et social. En 2017, de tels postes ont été créés pour les régions Bretagne et Occitanie. Pour la région Île-de-France, c'est le Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés (CEDRE), antenne du Secours Catholique, qui va évoluer afin de jouer ce rôle de soutien et d'appui aux délégations de la région.

Les délégations disposent désormais de documents de positionnement et de repères pour l'action, d'outils de sensibilisation à l'accueil de l'étranger, de modules de formation, de documents pour orienter les personnes étrangères dans leurs droits. ■

JUSTICE ET PRISON

C'est un projet d'envergure qui s'est achevé en 2017 : la consultation menée dans les prisons par les Caritas d'Europe en vue de repérer les pratiques qui favorisent l'autonomisation des personnes détenues. Un projet qui a pu être présenté au pape François lors du « Jubilé pour les détenus », en même temps qu'un documentaire réalisé dans une maison d'arrêt du Burkina Faso.

QUESTIONNAIRE DANS LES PRISONS

Lancée en 2015 par le Secours Catholique-Caritas France et la Caritas Allemagne, la consultation des acteurs du monde carcéral s'est terminée en 2017.

Son but était de repérer les activités favorisant l'autonomisation et la réinsertion des personnes détenues à des fins de plaidoyer.

Au total, ce sont quelque 350 réponses au questionnaire qui ont été reçues en France et plus de 1 000 au plan européen. Elles ont permis d'identifier les aspirations des personnes détenues (besoin de valorisation

personnelle, de sociabilisation, d'amélioration de la vie quotidienne, de valorisation du temps de la peine et de vrais espaces de décompression), mais

aussi d'identifier une dizaine de bonnes pratiques dans trois catégories : activités qui permettent la mise en lien avec l'extérieur, qui favorisent le développement personnel, et activités de conscientisation, pour témoigner

vers l'extérieur de ce qui est vécu en prison. L'objectif désormais est de porter cette parole auprès des citoyens et des institutions politiques et administratives, et cela à différents niveaux. Les équipes prison du Secours Catholique s'appuieront sur les propos recueillis dans leurs établissements d'intervention pour y

promouvoir des activités pertinentes répondant aux besoins exprimés. À l'échelle nationale, l'enjeu du plaidoyer sera de faire entendre au plus grand

“ IL FAUDRAIT QUE LE CONCEPT DE LA PRISON ÉVOLUE, QUE LA DÉTENTION NE SOIT PAS UNIQUEMENT UN LIEU DE SURVEILLANCE ET DE PUNITION, D'INFANTILISATION ET D'IMPUISSANCE, D'OÙ L'ON SORT TOTALEMENT DÉSOBILISÉ ET DÉCONSTRUIT, DÉPOURVU DE TOUT. ”

EXTRAIT DES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE

UNE CHORALE MIXTE AU SEIN DU CENTRE DE DÉTENTION DE BAPAUME

Par Roselyne Tirtaine, du service prison et justice de la délégation Secours Catholique du Pas-de-Calais

« Je correspondais depuis plusieurs années avec des détenus, dans le cadre d'une association. Cette activité se réduisant considérablement, on m'a proposé d'animer une chorale au centre de détention de Bapaume. J'ai rencontré la responsable des activités et nous sommes tombées d'accord sur le principe d'une chorale mixte, qui se réunisse une fois par semaine pendant deux heures.

La chorale n'a jamais désempli depuis. Elle compte vingt-cinq personnes, dont sept femmes, un guitariste, un trompettiste professionnel et un pianiste. C'est une des rares activités mixtes du centre de détention, elle a permis des rencontres et même deux mariages. Chaque année, au mois de juin, la chorale se produit devant les autres détenus. Ce concert a lieu dans une salle polyvalente où se tient également le culte musulman. En 2017, l'imam a tout fait pour que nous puissions commencer à l'heure. Preuve que cette activité a du sens pour tous les détenus. Deux des anciens choristes ont aujourd'hui intégré une chorale que je dirige chez moi à Arras. » ■

nombre les opinions et demandes exprimées par la population carcérale, et d'inciter les pouvoirs publics à mettre en place les actions favorisant l'autonomisation des détenus. Enfin, une démarche commune sera mise en place au niveau européen, à partir des plaidoyers nationaux initiés par les différentes Caritas partenaires du projet. Rendez-vous est pris pour 2018.

UN DOCUMENTAIRE QUI INTERPELLE LE PAPE

Le Jubilé des détenus, proclamé à la fin de 2016 par le pape François, a été le déclencheur du film documentaire que le réalisateur Janusz Mrozouwski a tourné pendant six semaines dans la maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou (la Maco). Un projet mené à bien grâce au soutien financier du Secours Catholique-Caritas France. Le film de 77 minutes, intitulé *Bonne arrivée à la Maco, Papa François !*, donne la parole aux détenus pour qu'ils puissent dire leurs espoirs et leurs attentes. Une copie a été remise au pape François en octobre 2017, et une projection a été faite au Vatican, ainsi qu'à la maison d'arrêt de Rebibbia à Rome. Le film a également été projeté dans différents festivals des droits de l'homme en Afrique. Le réalisateur ambitionne de pouvoir filmer la réponse du pape aux détenus burkinabè. « Si le pape apprend que pour ces personnes, la caméra est le seul moyen de lui écrire, alors, peut-être regardera-t-il le film. » ■

EMPLOI ET ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Dans le cadre de la mise en œuvre de son projet national, le Secours Catholique-Caritas France a renforcé son soutien à des têtes de réseau associatives et à des projets de délégations menés en partenariat avec des acteurs de l'économie sociale et solidaire pour répondre à des besoins essentiels : mobilité, emploi, alimentation.

LUTTER CONTRE LA FRACTURE DE LA MOBILITÉ

En France, on dénombre de 6 à 8 millions de « précaires de la mobilité », des personnes qui, faute de voiture ou de transports publics, sont empêchées dans leurs liens sociaux et dans leur accès à l'emploi. Le Secours Catholique-Caritas France s'est engagé à réduire cette fracture. Dans le cadre du Laboratoire de

la mobilité inclusive, nous avons participé en 2017 aux Assises de la mobilité. Nous y avons défendu l'idée de créer des pôles territoriaux de mobilité inclusive afin de favoriser la coopération et la mutualisation des moyens entre les différents acteurs associatifs (garages solidaires, plateformes, auto-écoles associatives...) et les acteurs institutionnels tels que les centres communaux d'action sociale (CCAS), Pôle emploi, la Mission pour l'emploi, les autorités organisatrices de la mobilité...



Parallèlement, nous avons continué à soutenir les délégations qui développent des activités comme l'accompagnement au permis de conduire ou le covoiturage, et à œuvrer au sein de la Fédération Solidarauto, réseau de garages solidaires, créée en décembre 2017, dont nous assurons la présidence.

DÉVELOPPEMENT DU LABEL « BOUTIQUES SOLIDAIRES »

Il y a quelques années, le Secours Catholique-Caritas France a entrepris de transformer des boutiques et vestiaires en « boutiques solidaires ». Un véritable label de qualité suppose deux choses : une présentation stylisée de la boutique et l'existence d'un espace de convivialité qui permette des démarches de réciprocité, d'entraide et de convivialité. En 2017, 25 boutiques ont été labellisées, à la fois des anciennes boutiques qui se sont transformées ou ont déménagé et d'autres qui se sont créées. Cette même année, 16 délégations ont participé aux formations nationales pour la présentation du label, et 14 formations ont eu lieu dans des délégations elles-mêmes. Ce sont au total près de 500 personnes qui se sont formées et sont engagées dans cette démarche de qualité au service de la dignité des personnes et de la fraternité entre tous.

PLAIDOYER ET ACTIONS POUR L'ACCÈS À L'EMPLOI

À la suite de sa décision de diminuer le nombre de contrats aidés, le gouvernement d'Édouard Philippe a lancé en 2017 une consultation des acteurs sociaux sur le thème « Donnons-nous les moyens de l'inclusion ». Dans le cadre de cette démarche, le Secours Catholique-Caritas France a pu défendre une notion majeure, qui a été reprise dans le rapport final : pour entrer dans un parcours de réinsertion, les personnes ont besoin de trois choses, être en situation d'emploi, avoir accès à la formation et être accompagnées. C'est précisément dans cette logique que nous avons lancé en 2017, en partenariat avec l'association Carton plein et l'Association des cités du Secours Catholique, une expérimentation visant à accompagner des groupes de personnes qui ont une activité et souhaitent qu'elle soit valorisée dans un cadre légal (artisanat, parcours d'insertion, coopérative informelle...). Nous les aidons à trouver les formes juridiques qui puissent leur permettre de tirer un revenu de ces activités.

Enfin, le Secours Catholique a été nommé en 2017 trésorier adjoint de l'association « Territoires zéro chômeur de longue durée » à laquelle il contribue financière-

ment. Nous accueillons dans nos locaux les rencontres des groupes locaux porteurs de projets. Et nous participons à l'élaboration d'orientations en vue d'une seconde loi qui permettrait à une centaine de territoires de se lancer dans ce type d'action, d'ici à 2020.

ACTION ET PLAIDOYER EN FAVEUR DE L'INCLUSION BANCAIRE

Cela fait plusieurs années que le Secours Catholique-Caritas France dispose d'un fonds de garantie pour sécuriser les microcrédits. En 2017, 540 nouveaux dossiers ont été acceptés, pour un montant moyen de 2 225 euros.

Cette action va dans le sens de notre plaidoyer pour l'amélioration des conditions d'accès aux services bancaires, la prévention du surendettement et la transparence des pratiques bancaires. Nous siégeons ainsi au sein de plusieurs instances publiques : Observatoire de l'inclusion bancaire, Comité consultatif du secteur financier et Comité d'orientation et de suivi de l'emploi des fonds (Cosef). Nous avons obtenu la reconduction de l'expérimentation menée en 2017 sur le microcrédit de stabilité, un dispositif qui sert à financer des rem-

boursements de dettes et à éviter les situations de non-retour. Au 30 septembre 2017, 194 prêts avaient été décaissés sans qu'aucun appel en garantie n'ait été enregistré.

Notre plaidoyer porte également sur la création d'une offre bancaire « clientèle fragile », avec des frais limités. Nous faisons partie de nombreux groupes de travail, comme celui mené avec La Banque postale pour explorer des pistes contre le mal-endettement, et nous sommes membres du comité de pilotage des Points conseil budget, des lieux destinés à l'accompagnement des ménages dans la gestion de leurs budgets. ■

EXPÉRIMENTATION RÉUSSIE SUR LE TERRITOIRE ZÉRO CHÔMAGE DE BOURGOGNE

Par Sylvain Couëdel, responsable animation à la délégation Bourgogne du Secours Catholique

« Tout est parti de la volonté politique de la communauté de communes Entre Nièvrois et forêts de participer à l'expérimentation "Territoire zéro chômeur de longue durée". La délégation du Secours Catholique a soutenu le projet et encouragé plusieurs personnes éligibles qu'elle accompagnait. En juin 2016, nous avons même embauché une chargée de mission pour aider au dépôt de dossiers de candidature de la communauté de communes et assurer la médiation entre la structure naissante et les personnes qui se trouvaient dans l'attente impatiente des embauches à venir. L'habilitation a été obtenue en novembre 2016, et EBE 58 (entreprise à but d'emploi) s'est montée, avec des aides publiques, notamment du conseil départemental. Notre délégation s'est investie à hauteur de 50 000 euros et a mis un camion à disposition. Au 31 décembre 2017, EBE 58 avait embauché 65 personnes en CDI pour assurer les activités identifiées : affouage de bois, débroussaillage, maraîchage, recyclerie, ferronnerie, événementiel, et bien sûr services administratifs. Les salaires sont payés grâce au transfert de dépenses passives de l'État (allocations chômage, RSA) et aux revenus générés par l'activité. C'est tout un cercle vertueux qui s'est enclenché. Les personnes embauchées se retrouvent dans leur dignité et une volonté de projet. Certaines ont passé le permis, d'autres ont acheté une voiture, sont parties en vacances. Et la vie économique du territoire s'en ressent. On constate même une augmentation des naissances ! » ■



V. BOISOT / SCCF

RENFORCEMENT DES LIENS FAMILIAUX

L'éducation pour tous, l'un des changements visés par le Secours Catholique-Caritas France, prend racine dans la vie en société, le vivre-ensemble, la reconnaissance des potentialités de chacun et les liens humains sociaux et fraternels. C'est ce principe fondamental qui sous-tend nos nouveaux projets 2017, ainsi que notre plaidoyer pour la jeunesse et la famille, ou pour le droit aux vacances.

CRÉATION DE PROJETS INNOVANTS

L'année 2017 a été riche en création de projets novateurs permettant à des familles en situation de précarité de vivre d'indispensables expériences sociales positives.

Ainsi à Saint-Brieuc, la délégation du Secours Catholique-Caritas France a inauguré en septembre une Escalé familles dans des locaux mis à disposition par le diocèse.

À Dijon, c'est une Maison des talents partagés qui a ouvert ses portes, un concept qui permet à chacun d'exprimer ses compétences (cours de langue par des migrants, partage de recettes familiales...), dans une dynamique très valorisante pour tous. À Angoulême et Quimper, des réseaux d'entraide des familles se sont constitués. Les familles qui en font partie se réunissent une fois par mois dans les locaux du Secours Catholique pour discuter ensemble de projets à mettre en place.

Enfin à Saint-Étienne, c'est une démarche d'écriture d'un récit à plusieurs voix qui s'est lancée. Les équipes de la délégation ont sillonné tout le territoire pour animer des groupes de parole où faire émerger des récits qui sont ensuite rédigés, dans l'objectif d'une publication en 2018. Grâce à ce travail, des histoires de famille sont sorties du silence, des liens familiaux se sont resserrés, des personnes sont sorties de leur isolement.

PLAIDOYER POUR LA FAMILLE

Grâce à la pression exercée par plusieurs associations, dont le Secours Catholique-Caritas France, une grande concertation sur la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes a été ouverte le 17 octobre 2017. Le Secours Catholique y participe aux côtés des principaux ac-

teurs du secteur, de l'ensemble des pouvoirs publics concernés et de personnes ayant l'expérience de la précarité. Véronique Fayet copréside un des groupes de travail, celui sur l'accompagnement global et les leviers de prévention de la pauvreté.

Le Secours Catholique est également présent dans deux des trois conseils du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA), dont la mission est d'émettre des avis consultatifs et de formuler des recommandations en matière de politiques publiques. En 2017, nous avons contribué à l'action du HCFEA en rédigeant deux rapports (à paraître en 2018) : un premier sur les tiers temps et tiers lieux de vie de l'enfant, et un autre sur les différents paramètres à l'origine de la pauvreté des familles.

DROIT AUX VACANCES POUR TOUS

La défense du droit aux vacances pour les personnes en situation de précarité est un combat pour la cohésion sociale. C'est la conviction avec laquelle le « Réseau Va-

cances familiales - combattre l'exclusion », dont le Secours Catholique-Caritas France fait partie, interpelle les pouvoirs publics, pour qu'ils complètent les aides financières aux associations accompagnant le départ

en vacances des personnes démunies.

Ces aides sont indispensables. C'est en effet grâce à la dotation de 475 000 euros de l'Agence nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV) que nous avons été en mesure en 2017 de soutenir de nouveaux projets de vacances pour les personnes en situation de précarité. Ainsi, un peu plus de 3 000 personnes ont pu partir dans le cadre de groupes de familles, et même des personnes vivant à la rue ont marché une semaine sur le chemin de Compostelle. Des expériences dont les

“UNE GRANDE CONCERTATION SUR LA STRATÉGIE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS ET DES JEUNES A ÉTÉ OUVERTE LE 17 OCTOBRE 2017.”



personnes sortent renforcées, riches d'un sentiment de réussite et de dignité retrouvée.

UN SOUTIEN ACCRU AUX PERSONNES ÂGÉES

De nombreuses délégations du Secours Catholique-Caritas France développent depuis plusieurs années des activités consacrées aux personnes âgées, pour certaines dans le cadre de l'association Monalisa

(Mobilisation nationale contre l'isolement des personnes âgées) dont nous sommes membres. En 2017, trois nouvelles équipes Monalisa se sont créées dans des territoires où l'association n'était pas encore présente. Ces groupes citoyens développent des projets pour lutter contre l'isolement des aînés dans le cadre d'une charte qui laisse une grande autonomie d'action tout en respectant des principes communs, tant éthiques que démocratiques. ■

LANCEMENT DE L'ESCALE FAMILLES À SAINT-BRIEUC

Par Annette Paous, de la délégation du Secours Catholique des Côtes-d'Armor

« Cette maison s'est ouverte à l'initiative du diocèse, qui cherchait à créer un espace caritatif dans un ancien grand séminaire. Lorsqu'on nous a soumis le projet, je suis allée voir les associations locales. Il y avait des besoins en matière d'hébergement et de lien social. Le lieu ne se prêtant pas à de l'hébergement, nous nous sommes orientés vers un accueil de jour. Nous avons associé les familles à la conception du projet. Sur les 34 personnes qui ont participé aux journées de réflexion, 25 sont toujours présentes et actives dans la maison, qui a ouvert en septembre 2017.

C'est un lieu de vivre-ensemble et d'entraide, qui propose des services d'accueil de jour. Ce n'est pas ce dernier aspect que nous mettons en avant, même

si c'est d'abord pour cela que les personnes viennent. Mais nous tenons à être d'abord un lieu d'entraide. Un lieu très libre, où l'on peut s'investir, jouer avec ses enfants, faire la cuisine comme à la maison.

Entre l'inauguration et le 31 décembre, nous avons reçu 31 familles, dont beaucoup reviennent régulièrement. Ce n'est pas toujours facile bien sûr, nous avons des personnes de tous âges et de toutes nationalités. Il faut apprendre à dire ce qu'on ressent pour résoudre les tensions liées aux inévitables décalages culturels. C'est difficile aussi de voir repartir des familles dont on sait qu'elles n'ont nulle part où dormir. Mais les gens sortent renforcés par ce qu'ils ont vécu, avec les autres et avec leurs enfants. Ça tient du miracle. » ■

URGENCES

L'année 2017 restera marquée par le passage de l'ouragan Irma qui a dévasté l'île de Saint-Martin. Dès le mois d'octobre, l'équipe nationale urgences du Secours Catholique-Caritas France et les bénévoles de la délégation Guadeloupe, appuyés par ceux de Guyane et de Martinique, se sont mobilisés pour assurer leur mission de posturgence auprès des sinistrés.

UN ACCOMPAGNEMENT SUR LA DURÉE À SAINT-MARTIN

Les 6 et 7 septembre 2017, l'ouragan Irma balayait les Caraïbes, causant de lourds dégâts sur l'île de Saint-Martin. Dès le mois d'octobre, c'est-à-dire après que les premiers urgentistes se furent retirés, les responsables de la délégation du Secours Catholique-Caritas France de Guadeloupe et l'équipe nationale spécialisée dans la posturgence se sont rendus sur site pour évaluer la situation et planifier l'accompagnement des sinistrés ainsi que la réhabilitation des équipements.

Les visites à domicile ont été assurées pendant trois mois, avec des bénévoles de la Guadeloupe, de Guyane et de Martinique qui faisaient le déplace-

GRÂCE À CES VISITES, NOUS AVONS PU NOUS METTRE À L'ÉCOUTE DES BESOINS TANT MATÉRIELS, ADMINISTRATIFS QUE PSYCHOLOGIQUES DES HABITANTS.

ment toutes les semaines pour intervenir dans les 4 quartiers jugés prioritaires, un engagement qui a suscité celui d'une petite équipe de Saint-Martinois



F. SALOMÉ / SCCF



F. SALOMÉ / SCCF

désireuse de s'engager dans la durée, en lien avec la délégation de Guadeloupe.

Grâce à ces visites, nous avons pu nous mettre à l'écoute des besoins tant matériels, administratifs que psychologiques des habitants et, selon les cas, les orienter vers des partenaires sur place, comme le centre médico-psychologique de Saint-Martin, qui a pu rapidement rouvrir ses portes, et une association du réseau France Victimes, qui a embauché une assistante sociale et des juristes pour répondre aux demandes d'aide administrative.

Sur la base des dossiers des visites, la commission des aides du Secours Catholique a décidé des moyens matériels à allouer.

Au 8 décembre, 300 bâches avaient été distribuées et mises en place par la sécurité civile. 143 dossiers avaient été traités, avec un montant d'aide moyen de 412 euros, destinés essentiellement à l'achat de réfrigérateurs, cuisinières, lave-linge et petit mobilier. En toute fin d'année, beaucoup d'habitants n'étaient toujours pas rentrés chez eux. L'accompagnement se poursuit donc. Une équipe urgences s'est constituée sur place pour rester au plus près des besoins des personnes. ■

ACTION INTER- NATIONALE

CHANGER LA SOCIÉTÉ PAR L'ACTION À L'INTERNATIONAL

Tous les pôles de la direction internationale du Secours Catholique-Caritas France sont engagés dans la question des migrations internationales, sous des modes opératoires complémentaires, allant de l'aide et de la protection des réfugiés et des migrants au plaidoyer international en faveur des droits des migrants.

Cette action transversale se déploie dans différents cadres : celui de la campagne mondiale de Caritas Internationalis et celui du soutien et de l'accompagnement de partenaires locaux impliqués dans la problématique des migrations, en Asie, au Sahel, autour de la Méditerranée, au Mexique et en Europe orientale. L'action humanitaire se poursuit auprès des réfugiés affectés par de graves conflits au Proche-Orient et au Venezuela, ainsi qu'en réponse aux défis, alimentaire en Afrique orientale et politico-ethnique pour les Rohingyas.

Notre action, qui entre en parfaite résonance avec celle effectuée nationalement pour le maintien des droits des migrants en France même, s'accompagne du maintien d'un fort appui apporté par le Secours Catholique au travail de terrain et de plaidoyer qu'effectuent nos partenaires des différents continents, tant auprès des communautés les plus pauvres que des décideurs locaux.

Marc Laroche, directeur action et plaidoyer internationaux

AFRIQUE ET OCÉAN INDIEN

La démarche du Secours Catholique-Caritas France pour renforcer et autonomiser les Caritas d'Afrique a franchi une nouvelle étape en 2017. Nos partenaires sont désormais plus capables de répondre aux défis du continent. Et nous continuons à les accompagner, notamment par le plaidoyer en faveur de l'alternance démocratique.

VERS UNE AUTONOMISATION DES CARITAS EN AFRIQUE

Le Secours Catholique-Caritas France poursuit son programme de développement institutionnel et de renforcement organisationnel (DIRO) destiné à rendre les 14 Caritas africaines plus performantes dans leur lutte contre la pauvreté. La deuxième phase de cet ambitieux programme cofinancé par l'Agence française de développement (AFD) a fait l'objet d'une évaluation de mi-parcours qui s'est déroulée de juillet à septembre 2017. Ce premier bilan provisoire a permis de valider la cohérence du programme et la pertinence de l'approche : favoriser l'autonomisation de nos partenaires en les incitant à définir eux-mêmes les changements vers lesquels ils souhaitent avancer et les activités permettant d'y parvenir, dans le respect de leur stratégie et de leurs dynamiques propres. Les résultats observés sont déjà très satisfaisants. Les 14 Caritas participantes ont aujourd'hui conscience d'appartenir à un réseau et d'avoir à développer les leurs. Elles se sont professionnalisées pour mieux réaliser leurs missions sociales. Quant à la Caritas Africa, elle a acquis une véritable culture de l'accompagnement qui lui permettra de piloter elle-même la troisième phase du projet, pour laquelle cette évaluation de mi-parcours sert de base de réflexion.

PLAIDOYER POUR SAUVER LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Depuis son indépendance en 1960, la République centrafricaine connaît une instabilité sociale, politique et économique, jusqu'à la nouvelle guerre civile qui a éclaté en 2013. L'élection de Faustin-Archange Touadéra, en 2016, n'a pas permis de stabiliser le pays, dont le climat sécuritaire continue de se détériorer depuis le début de 2017. Sensible à l'appel du nouveau président de l'Assemblée générale des Nations unies lancé en septembre 2017 à ne



E. PERRIOT / SCCF

pas oublier la Centrafrique, le Secours Catholique-Caritas France s'est rendu sur place où, avec le cardinal Dieudonné Nzapalainga, il a pu faire le constat que le pays est au bord du gouffre. Décision a alors été prise de réunir les autres organisations françaises impliquées en Centrafrique afin de décider des actions communes de plaidoyer. Une première journée de travail a eu lieu le 26 septembre à la Conférence des évêques de France, avec la participation d'une quinzaine d'ONG, des experts, des représentants de la diaspora centrafricaine ainsi que de l'Église de France. Quatre thèmes prioritaires ont été identifiés : création d'une plateforme d'ONG sous la responsabilité de l'UE, justice et lutte contre l'impunité, jeunesse et citoyenneté, actions auprès des médias. Les participants se sont engagés à se revoir pour poursuivre leur réflexion.

TOUJOURS UNIS POUR L'ALTERNANCE DÉMOCRATIQUE

De 2015 à 2018, trente-deux élections présidentielles et législatives ont eu lieu ou auront lieu en Afrique. Un calendrier électoral qui justifie une mobilisation renforcée du collectif « Tournons la page », lequel réunit quelque 300 membres d'associations africaines et européennes et 7 coalitions en Afrique sous la coordination du Secours Catholique-Caritas



E. PERRIOT / SCCF

France. Du 15 septembre au 15 octobre 2017, une « Caravane de la démocratie » s'est déplacée dans quatre pays d'Afrique (Cameroun, Gabon, Niger et RDC). À chaque étape, des événements culturels et politiques étaient organisés afin de rassembler la jeunesse africaine et de la sensibiliser sur l'importance d'exercer sa citoyenneté pour promouvoir l'alternance démocratique, garantir des élections libres et transparentes et renforcer le contrôle des politiques publiques. La caravane a terminé son parcours à Paris où une lettre ouverte a été adressée au président Emmanuel Macron, à la veille de son premier déplacement en Afrique.

Le collectif a également tenu à la fin de novembre un séminaire à Abidjan sur la protection des militants des droits humains, en même temps que le 5^e sommet de l'Union africaine et de l'Union européenne dont le thème était : « Investir dans la jeunesse pour un avenir durable ». Et il est intervenu au contre-sommet organisé au même moment par la société civile ivoirienne.

SOUTIEN AU PLAIDOYER DES ÉVÊQUES DE RDC

Parallèlement à la campagne « Tournons la page », le Secours Catholique-Caritas France a soutenu, en partenariat avec le CCFD-Terre Solidaire, la tournée européenne effectuée par les évêques de la République démocratique du Congo en faveur de la tenue d'élections présidentielles dans leur pays. En effet, bien qu'ayant signé les accords dits de la Saint-Sylvestre, proposés par la Conférence épiscopale nationale du Congo, qui l'engageaient à organiser des élections à la fin de 2017, le président Joseph Kabila a encore reporté les élections à 2018. Nous avons permis à la délégation de rencontrer des dirigeants européens afin de les alerter sur le risque de voir le pays s'enfoncer dans une autocratie. ■

ACCÈS À L'EAU POTABLE AU BURUNDI

Par Godefroid Nzeyimana, de l'Organisation pour le développement de l'archidiocèse de Gitega au Burundi

« Ce projet d'accès durable à l'eau potable émane d'une demande des populations de trois communes rurales du Burundi : Gishubi, Nyarusange et Kayokwe. Les infrastructures hydrauliques, construites à partir de 1999 par des organisations non gouvernementales, nationales et internationales, auxquelles l'État avait fait appel pour l'épauler dans le développement du pays, ayant été en partie détruites ou pas entretenues, ces communes isolées, dont l'habitat est très dispersé, n'avaient plus accès à l'eau potable. Beaucoup d'habitants souffraient de maladies d'origine hydriques par consommation d'eau impropre et en raison d'une hygiène et d'un assainissement déficients. L'ODAG, l'organisation à laquelle j'appartiens, est spécialisée dans les projets de construction d'infrastructures hydrauliques et sanitaires, de mobilisation sociale pour l'appropriation et la gestion des infrastructures, la promotion de l'hygiène et de l'assainissement. Avec le soutien fi-

nancier de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, de la Communauté de l'agglomération havraise, du conseil départemental du Val-de-Marne et de la Fondation Caritas France, nous avons pu aménager 358 sources un peu partout dans les collines, réhabiliter 5 anciens réseaux d'adduction d'eau potable, en construire un nouveau, réhabiliter et équiper 2 bâtiments servant de bureau d'exploitation de la régie communale de l'eau, en construire un nouveau et construire de nombreux équipements d'assainissement. En 2017, nous avons accompagné les structures mises en place et les équipes formées à la gestion et à l'entretien des infrastructures afin de consolider les acquis du projet. Aujourd'hui, les structures mises en place assument correctement leur fonction d'entretien et de gestion des installations. La population dispose d'une eau potable facilement accessible. Et on observe déjà une nette diminution des maladies d'origine hydrique. » ■

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

En 2017, le pôle Amérique latine et Caraïbes du Secours Catholique-Caritas France a appuyé la mise en réseau de ses partenaires, afin de renforcer leurs actions et leur plaidoyer face aux défis de la paix, du développement durable et de la défense des droits humains. Les liens tissés entre partenaires du continent, mais aussi avec des organisations d'autres régions du monde, permettent de partager la richesse de leurs pratiques et de créer des alliances fortes face à des enjeux qui, comme l'illustre le défi de la protection de la forêt amazonienne, recouvrent une dimension globale.

PLAIDOYER POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS DE PAIX EN COLOMBIE

L'année 2017 a été une année cruciale pour la Colombie. En effet, la mise en œuvre des accords de paix, signés en 2016 entre le gouvernement et les FARC, est un processus complexe. L'une des avancées les plus marquantes en 2017 est la fin de la présence de la guérilla dans de nombreux territoires du pays. Paradoxalement, cette sortie des FARC de territoires que le groupe contrôlait auparavant augmente la probabilité de conflits dans ces régions riches en ressources, et désormais accessibles aux grandes multinationales extractivistes.

La société colombienne reste fortement polarisée et traumatisée par les conflits armés. Les tensions sont grandes entre les partis politiques favorables ou opposés aux accords, ainsi qu'avec d'autres groupes armés illégaux dont les violences ciblent les leaders communautaires et les défenseurs des droits humains qui plaident pour une juste redistribution des terres et une gestion concertée du territoire.

Dans ce contexte très difficile, et alors que des élections doivent avoir lieu au printemps 2018, le Secours Catholique et ses partenaires ont appuyé différentes

initiatives, au-delà du soutien à des programmes et processus locaux. En mars 2017, nous avons accompagné une tournée de plaidoyer d'une délégation de défenseurs des droits humains venue interpellier des responsables politiques européens. En octobre, nous avons appuyé l'organisation du Forum des ONG colombiennes et françaises à Grenoble, et participé à ce rassemblement qui est l'une des activités mises en place par le Réseau France Colombie solidarités, cofinancé par l'AFD.

DÉPLOIEMENT D'UNE STRATÉGIE PANAMAZONIENNE

Face aux enjeux que représente la forêt amazonienne, le Secours Catholique-Caritas France s'est doté d'une stratégie englobant les 9 pays de la région. Au-delà de cette dynamique régionale, les défis qui émergent de cette situation (tels que la nécessité de développer des modèles alternatifs au développement s'inspirant des savoir-faire ancestraux, de préserver les ressources naturelles, la souveraineté alimentaire, l'interculturalité...) sont autant de problématiques globales qui nécessitent une réflexion à l'échelon mondial. Ainsi, en 2017, nous avons appuyé nos partenaires locaux dans la préparation et l'organisation du 8^e Forum social panamazonien, qui s'est tenu au Pérou. Le Secours Catholique y a lui-même participé avec une délégation de trente personnes, parmi lesquelles des représentants de ses partenaires du bassin du Congo (le Réseau ecclésial du bassin du Congo), ainsi que du Bangladesh, du Vietnam, d'Israël, de Palestine et des délégations de la Guyane et du Val-de-Marne du Secours Catholique. Les partages d'expérience ont été très riches et déboucheront en 2018 sur des partenariats croisés, entre les partenaires latino-américains et les partenaires d'autres continents.



X. SCHWÉBEL / SCCC

SITUATION MIGRATOIRE AU MEXIQUE ET EN AMÉRIQUE CENTRALE

En 2017, avec l'accession au pouvoir de Donald Trump, la politique des États-Unis sur la question migratoire s'est encore durcie. Depuis la mise en place du plan « Frontière Sud » en 2014, la frontière entre les deux pays est devenue quasiment infranchissable et l'on a assisté à un détournement des flux migratoires en direction de la frontière entre le Mexique et le Guatemala où les migrants deviennent les enjeux de trafics et de corruption, quand ils ne sont pas les cibles des bandes armées qu'ils ont fuies dans leurs territoires d'origine, notamment du Honduras et du Salvador.

En 2017, année du lancement de la campagne de Caritas Internationalis sur la promotion de l'accueil et la défense des droits des personnes en situation de migration, les partenariats dans ces zones marquées par la violence et l'inégalité, et gangrenées par les bandes organisées, ont été renforcés. Le Secours Catholique-Caritas France y soutient plusieurs programmes – accompagnement psychologique et juridique, hébergement de court et moyen termes



S. LE CLÉZIO / SCOF

pour les demandeurs d'asile en attente de réponse – et appuie notamment des partenaires dans leur mise en réseau et leur articulation. L'aide aux communautés d'origine des migrants, où il ne reste souvent plus que les enfants et les grands-parents, est un autre axe fort de notre action. ■

BRÉSIL : SOUTIEN AUX POPULATIONS AUTOCHTONES FACE À LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

Par Edina Pitarelli du CIMI, partenaire du Secours Catholique-Caritas France au Brésil

« Le coup d'État parlementaire au Brésil, qui a permis l'accession au pouvoir du président Michel Temer, a eu pour conséquence immédiate l'abolition des lois en faveur de la reconnaissance et de la délimitation des territoires des peuples autochtones, une mesure qui a favorisé les conflits, encouragés par les positions de la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI), organisme gouvernemental brésilien qui élabore et applique les politiques relatives aux peuples indigènes.

En 2017, le Conseil indigéniste missionnaire (CIMI) a soutenu le mouvement des communautés de Mura et Maraguá en organisant des ateliers de formation juridique et politique, dont l'objectif était de permettre aux membres des communautés de connaître la législation et d'acquérir les compétences nécessaires pour défendre et réclamer le respect de leurs droits auprès du ministère public. Cette formation a permis aux leaders des communautés d'établir des cartes de leurs territoires, qu'ils sont allés présenter eux-mêmes à la FUNAI et au ministère public à Brasília.

Faute d'engagement de la part des différents organismes de l'État pour empêcher la violation des droits territoriaux, les peuples autochtones des municipalités d'Autazes et de Careiro da Varzea en Amazonie surveillent et défendent eux-mêmes leurs territoires. Ils ont ainsi empêché un projet d'abattage de la forêt en vue de l'introduction de buffles, des animaux qui détruisent les lacs, sources d'eau et réserves de poissons et tortues, base de l'alimentation des autochtones. » ■



E. PERRIOT / SCCF

ASIE ET EUROPE ORIENTALE

En 2017, le Secours Catholique-Caritas France et ses partenaires ont renforcé leur approche par les droits avec des programmes innovants ou rénovés autour de quelques thématiques majeures : droits des migrants, droits des populations indigènes, droit à l'information, droit à un revenu décent.

UN PROGRAMME NOVATEUR DE COORDINATION D'ONG D'AIDE AUX MIGRANTS

Il est presque de tradition, surtout chez les hommes d'Arménie et du Kirghizistan, d'aller chercher du travail en Russie. Mais pour être plus anciennes, ces migrations ne sont pas plus sûres ni mieux accueillies qu'ailleurs. La législation russe change constamment, mettant les migrants dans une grande précarité. Face à cette situation, le Secours Catholique-Caritas France a lancé en juillet 2017 un projet expérimental très novateur qui consiste à mettre en relation des ONG des pays de départ avec un partenaire russe très actif dans l'accompagnement, notamment juridique, des migrants. L'objectif est que ce partenaire forme des personnes dans les pays de départ, pour que celles-ci puissent à leur tour former les candidats au départ sur les services et les lois en Russie, et qu'il les informe régulièrement des changements législatifs pour éviter les arrestations.

Le projet finance également un numéro d'assistance juridique, joignable 24 h/24, ainsi qu'une application mobile, en langues ouzbek et kirghize, avec quantité d'informations pratiques et juridiques. Dans sa première phase, le projet se centre sur la région de Moscou, principale ville de destination des migrants. Il a déjà fait la preuve de sa pertinence. Cette expérimentation semble donc amenée à se poursuivre et à s'étendre.

DÉFENSE DU DROIT FONCIER DES POPULATIONS AUTOCHTONES AU BANGLADESH

La question du droit foncier est un enjeu très important au Cambodge, en Inde et au Bangladesh où les communautés indigènes, qui occupent leurs terres depuis toujours, se voient contester leurs droits de propriété. C'est le cas notamment dans la forêt du nord du Bangladesh, habitée par la communauté des

Garos. La forêt ayant été déclarée réserve naturelle, et le gouvernement ne reconnaissant pas les reçus fiscaux et les actes de propriété des communautés autochtones puisqu'ils datent d'avant l'indépendance, celles-ci sont menacées de perdre leur habitat ancestral. Pour les accompagner dans leur plaidoyer, le Secours Catholique-Caritas

France a soutenu en 2017 un projet innovant pour la région, mis au point par son partenaire sur place : utiliser la technologie du GPS pour cartographier les parcelles occupées par les communautés, puis convertir ces données en un relevé cadastral exact, inopposable par le gouvernement. Des volontaires issus des communautés ont été formés à l'utilisation des GPS. Au-delà de la localisation des parcelles, c'est toute la généalogie des familles, leurs modes de vie et de culture qu'il est question de documenter. Cet important travail de recensement devrait être terminé en 2018.

RÉPARER LE TISSU SOCIAL AU KOSOVO

Pendant la guerre de 1999 au Kosovo, le Secours Catholique-Caritas France avait ouvert un bureau à Mitro-

vica. Après le départ des équipes françaises en 2005, le bureau a été intégré au réseau Caritas Kosovo et a continué à mener des projets visant à construire la paix grâce à une meilleure cohésion sociale. Constatant que depuis la guerre, les différentes communautés (Albanais, Serbes et minorités ethniques) vivaient tou-

jours séparément, nous avons saisi l'occasion du 20^e anniversaire de notre partenariat pour faire une évaluation de l'impact de ses projets sur la société, et voir s'il y avait lieu de

les poursuivre ou non. Ce travail a révélé que les obstacles à la cohésion sociale étaient toujours là (situation économique difficile, forte émigration, séparation des communautés), avec toutefois un désir de changement chez les jeunes. À partir de ces constats, le projet a été redéfini selon trois objectifs globaux : développement économique, employabilité des jeunes, intégration des différentes communautés. Un travail de réflexion sur l'organisation interne des équipes a été mené en parallèle. Il a débouché sur une réorganisation et une définition précise de chaque poste, afin de bien définir les objectifs de chacun et son rôle au sein du projet. Une visite sur place à la fin de 2017 nous a permis de mesurer combien les équipes s'en trouvaient remobilisées. ■

« C'EST TOUTE LA GÉNÉALOGIE DES FAMILLES, LEURS MODES DE VIE ET DE CULTURE QU'IL EST QUESTION DE DOCUMENTER. »

PRIX DES DROITS DE L'HOMME DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE POUR NOTRE PARTENAIRE

Par Abdulla Duduev, du Centre d'initiative pour le Caucase



G. KERBAOL / SGGF

« En créant le magazine *DOSH*, notre volonté était de raconter la vérité sur l'histoire et la culture tchétones, et sur les problèmes urgents que rencontrent les Tchétchènes dans la région tout comme dans le reste de la

Russie. Des informations et des événements qui sont souvent déformés par la propagande russe.

En raison des deux guerres russo-tchétones, les républiques voisines de la Tchétchénie dans le Caucase du Nord sont devenues des zones de conflit militaire, ce qui nous a poussés à étendre la couverture géographique du magazine afin de fournir une information honnête également sur ce qui se passe en Ingouchie, au Daghestan, en Kabardino-Balkarie et ailleurs. Ainsi,

à partir de 2008, le "magazine tchéton *DOSH*" est devenu le premier "magazine indépendant caucasien", source d'information alternative et indépendante. Les gens s'y intéressent, le lisent et le font lire autour d'eux. En quinze ans, personne n'a jamais vu un exemplaire déchiré ou jeté à terre. Chaque exemplaire compte de 5 à 10 lecteurs en moyenne. C'est un indicateur très sérieux de l'importance de notre travail, qui reste difficile, dangereux et souvent épuisant, à la fois physiquement et psychologiquement. D'où l'importance pour nous de ce prix des droits de l'homme qui nous apporte une grande satisfaction morale. Cette reconnaissance de nos modestes efforts pour promouvoir les valeurs des droits de l'homme va nous inciter à continuer dans les moments difficiles, elle nous aidera à motiver nos partenaires actuels et potentiels ainsi que nos donateurs pour qu'ils élargissent leur coopération. » ■

MOYEN-ORIENT ET NORD DE L'AFRIQUE

En dépit de contextes nationaux très différents, certains des défis auxquels les pays de la région font face sont semblables. En 2017, le Secours Catholique-Caritas France a poursuivi son soutien aux actions de terrain et consolidé son approche régionale, dans une logique d'appui institutionnel à ses partenaires et d'échanges de bonnes pratiques sur des sujets comme la mobilité ou l'emploi.

PROMOUVOIR LA COOPÉRATION RÉGIONALE POUR LES PERSONNES MIGRANTES

En 2017, les migrants vivent toujours au nord de l'Afrique dans la précarité et la vulnérabilité en raison notamment des politiques européennes qui conditionnent leurs aides aux efforts de ces pays pour fermer les frontières. Les migrants en route vers l'Europe se retrouvent ainsi bloqués dans des pays qu'ils n'ont pas choisis et où ils ne jouissent souvent d'aucun droit. Face à ces situations de grande détresse, le Secours Catholique-Caritas France a noué de nouveaux partenariats et a consolidé un programme régional qui lie des acteurs de terrain dans des Caritas du Sahel, d'Afrique du Nord et d'Europe. L'objectif est de renforcer leurs compétences en matière d'accueil et d'accompagnement vers l'accès aux droits. Un atelier a réuni une trentaine d'acteurs de 13 centres d'accueil en juin 2017. Ils ont produit des fiches pratiques et des vidéos sur leur travail et leurs approches ; des outils qui alimenteront une plateforme collaborative où les partenaires pourront s'informer et échanger.

Cette collaboration a également eu lieu avec des décideurs des différentes Caritas, en vue d'analyser ensemble les situations locales et les conséquences des politiques migratoires européennes, et d'échanger sur les actions à mener.

RENFORCER LES ORGANISATIONS PARTENAIRES

Un réseau est plus fort quand chacun de ses membres est fort. C'est dans cette logique que le Secours Catholique-Caritas France a poursuivi l'appui institutionnel apporté à ses partenaires en Algérie, en Égypte, au Liban, en Mauritanie et en Tunisie. Le but n'est pas d'uniformiser leurs pratiques, mais de les soutenir dans la formulation de leur stratégie, de leurs objectifs et de leurs modes de travail : ren-



F. RAMEL / SCCF

forcer les capacités de chacune de ces organisations pour qu'elles puissent atteindre leurs objectifs en matière de lutte contre la pauvreté.

En 2017, ce travail de réflexion organisationnel et stratégique a été mené avec la Caritas Mauritanie, dans la continuité d'un dialogue de longue date. Elle a entrepris de travailler sur ses orientations stratégiques et sur son organisation interne. L'accompagnement de ce travail a été confié à un consultant extérieur, par souci de préserver l'autonomie des partenaires. La mise en œuvre des orientations décidées va se poursuivre dans les années qui viennent.

AMÉLIORER L'ACCÈS À UN REVENU ET À UN EMPLOI DÉCENTS

En 2017, le Secours Catholique-Caritas France a soutenu un autre projet d'envergure régionale qui porte sur l'accès à un revenu décent, piloté par un partenaire français en collaboration avec des organisations d'Égypte, du Maroc et de Tunisie. Bien que très différents, ces trois pays présentent en effet des caractéristiques communes : concentration des richesses dans les grands pôles urbains, population jeune très importante (60 % de la population en Égypte a moins de 30 ans, 50 % de jeunes en Tunisie, 30 %

au Maroc), et chômage de masse touchant particulièrement les jeunes et les femmes.

Le projet de ce partenaire propose d'aider les entrepreneurs du secteur informel, plus particulièrement les jeunes et les femmes, à développer leur activité pour accéder à un travail décent et productif, tout en bénéficiant de la protection sociale. À travers la mise en place de coopératives d'activités et d'emploi, ces entrepreneurs bénéficient d'un accompagnement pour développer leurs capacités stratégiques et de gestion. De plus, les organisations au Maroc et en Tunisie dialoguent avec les autorités pour promouvoir le travail décent et la formalisation des microentreprises.

“ À GAZA, AVEC LE BLOCUS, LES PERSPECTIVES D'EMPLOI POUR LES JEUNES SONT QUASIMENT INEXISTANTES. ”

SOUTENIR DES PROJETS LOCAUX SUR UN THÈME COMMUN

Le Secours Catholique-Caritas France continue également à soutenir deux projets locaux sur la même thématique.

Le premier est développé par le Conseil des Églises du Proche-Orient avec le soutien financier de l'AFD. Il concerne la bande de Gaza où les perspectives d'emploi pour les jeunes sont d'autant plus restreintes qu'ils ont peu d'opportunités d'acquies une première expérience professionnelle, dans un contexte de blocus du territoire qui asphyxie totalement le développe-

ment économique (près de 60 % de chômage chez les jeunes). Le projet leur propose, à travers des stages professionnalisants, un accompagnement vers l'emploi et un appui ciblé pour le lancement de leur propre activité. Le second projet, développé par la Caritas Mauritanie avec le soutien financier de l'AFD, permet aux jeunes déscolarisés et aux femmes de la commune de Dar Naïm de participer davantage à la vie publique, d'accéder aux opportunités économiques et de développer leur autonomie. Le projet accompagne les groupes et les personnes dans l'alphabétisation, la formation, le développement personnel, l'accompagnement à l'entrepreneuriat et le dialogue avec les autorités. ■

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE PAR L'AGRICULTURE FAMILIALE

Par Hamady Bâ et Benoît Boulangé, de Caritas Mauritanie

« Malgré ses limites, le secteur agricole en Mauritanie est l'un des piliers du développement, puisqu'il fait vivre environ 62 % de la population. Mais la production nationale ne couvre pas les besoins des ménages. Notre projet d'appui à la sécurité alimentaire (PASA) vise à renforcer la sécurité alimentaire et la lutte contre la malnutrition en répondant aux demandes d'appui des habitants d'une trentaine de villages de la région du Brakna : aménagement et réhabilitation d'espaces pour la riziculture et le maraîchage irrigués, appui aux groupements pour l'acquisition de semences et d'intrants (riz, maraîchage, décru), diffusion de techniques de production agroécologiques, organisation du stockage villageois. Cela grâce à une longue coopération entre la Caritas Mauritanie et les commu-

nautés et donc une bonne connaissance mutuelle. Démarré en 2014, le projet a obtenu des résultats encourageants. Le nombre de campagnes agricoles par an est plus élevé et les rendements des productions de riz, d'autres céréales et du maraîchage sont meilleurs. Grâce au stockage de leurs productions, les producteurs sont moins dépendants des prix du marché, plus élevés lors de la soudure. Les communautés ont diversifié leur alimentation et augmenté le nombre de repas par jour. Les intrants chimiques sont peu à peu remplacés par des produits naturels. Les femmes et les jeunes filles développent des activités de maraîchage et participent ainsi à l'économie de la famille, dégageant des revenus pour la santé et l'éducation des enfants. » ■

ANIMATION DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Dans un monde où les enjeux socio-économiques, culturels et politiques sont interdépendants, la fraternité doit se construire à l'échelle de la planète. Le Secours Catholique-Caritas France a renforcé en 2017 ses formations liées à la solidarité internationale et approfondi la réflexion sur les indispensables collaborations avec les partenaires internationaux.

SÉJOURS DE FORMATION EN ISRAËL ET AU PÉROU

Cela fait quelques années que le Secours Catholique-Caritas France a entrepris de renforcer son offre de formations, notamment dans le domaine du développement de l'action collective. Plusieurs modules ont été mis en place, dont un consistant en une immersion/formation d'une dizaine de jours à l'étranger pour rencontrer des acteurs de la société civile et bénéficier de leurs expériences en matière d'action collective. Ce module a été créé de manière transversale avec différents départements du Secours Catholique. Nos partenaires internationaux ont été associés à la préparation du contenu pédagogique, du programme sur

place et de la capitalisation. En 2017, deux promotions de salariés et bénévoles porteurs d'initiatives de développement social sont parties, l'une en Israël-Palestine, auprès de Mahapach-Taghir, et l'autre au Pérou, auprès de l'Instituto Bartolomé de las Casas. Des fiches thématiques ont été produites autour de notions importantes pour le Secours Catholique, en lien avec son projet national : la démarche de développement, la conscientisation, le pouvoir d'agir, etc.

DEUX MODULES DE FORMATION EN FRANCE

En 2017, le pôle Animation et Campagnes internationales du Secours Catholique-Caritas France a proposé deux formations aux référents solidarité internationale des délégations. La première, en mars, portait sur les « techniques et méthodologies de l'animation de la solidarité internationale ». Une dizaine d'animateurs, de bénévoles et de volontaires en service civique, de 9 régions différentes, y ont participé. Elle leur a permis d'identifier les capacités et les ressources nécessaires pour mener à bien les différents types d'animations de la solidarité internationale, de repérer les éléments qui permettent de susciter l'engagement pour de telles actions et de développer des techniques d'animation. La deuxième formation, intitulée « Référents solidarité internationale - les clés pour se repérer », s'est déroulée en octobre. Destinée aux animateurs et aux bénévoles engagés dans la solidarité internationale, elle leur a permis de découvrir les modes d'action et les acteurs de la Direction Action et Plaidoyer internationaux et d'acquérir une compréhension partagée de leurs rôles et missions en tant que référents solidarité internationale.

CAPITALISATION DES PARTENARIATS FINALISÉE POUR 3 RÉGIONS

La capitalisation des expériences de relations fraternelles vécues dans la durée par certaines délégations avec des partenaires internationaux du Secours



É. PERRIOT / SCCF

Catholique-Caritas France a abouti en 2016 à l'édition d'un guide pratique composé de fiches présentant les principes communs, la philosophie et la mise en pratique de ces partenariats. Ce *Guide des partenariats internationaux* est destiné à accompagner les délégations qui souhaitent se lancer dans de telles initiatives. En 2017, le travail de réflexion et de capitalisation s'est poursuivi par des ateliers pendant lesquels se sont investies les équipes de 3 régions engagées dans un partenariat international (Nouvelle-Aquitaine - Haïti, Occitanie - Burkina Faso et Hauts-de-France - Togo). Trois nouvelles fiches d'expériences ont été finalisées ; elles seront diffusées dans le réseau en version électronique au début de 2018.

PRÉPARATION DE LA CAMPAGNE GLOBALE MIGRATIONS

Après de Caritas du monde entier le Secours Catholique-Caritas France s'engage dans la campagne de Caritas Internationalis sur les migrations « Partager le chemin ». En 2017, l'association a préparé la mobilisation de son réseau en planifiant différentes activités pour 2018 comme des journées d'information, de formation et d'appropriation de la thématique, ainsi que des rencontres sur les échanges de bonnes pratiques entre des délégations du Secours Catholique et des Caritas, en France comme à l'international. ■

URGENCES INTERNATIONALES

La crise alimentaire qui a frappé une partie de l'Afrique et les persécutions à l'encontre des Rohingyas sont deux des principaux sujets d'interventions internationales du Secours Catholique-Caritas France en 2017. Notre assistance est allée également aux populations d'Irak et de Syrie, ainsi que du Venezuela.

CRISE ALIMENTAIRE MAJEURE EN AFRIQUE

En 2017, l'Afrique a connu la plus grave crise alimentaire depuis la Seconde Guerre mondiale. Deux facteurs en ont été la cause : le phénomène climatique El Niño, qui a entraîné une diminution des pluies depuis 2014 et donc une sécheresse généralisée à l'origine du déplacement de millions de personnes, et les conflits armés qui ont

aggravé cette même crise, comme au Soudan du Sud et en Somalie, quand ils n'en n'ont pas été la cause principale, comme dans la région du lac Tchad, plus particulièrement au Nigeria où le groupe armé Boko Haram s'empare des réserves alimentaires et empêche les populations de sortir cultiver leurs champs.

Les pays en proie aux conflits ont été les plus touchés par la crise alimentaire. L'état de famine a même été déclaré au Soudan du Sud et dans certaines zones du Nigeria.

Face à cette urgence, le Secours Catholique-Caritas France a lancé en 2017 un appel aux dons qui a permis de renforcer sa réponse dans toute la région, en matière entre autres d'assistance alimentaire,

d'activités génératrices de revenus et de renforcement des capacités de nos partenaires à la préparation aux urgences. En Somalie, dans les zones de Shabelle et Gedo, où peu d'ONG interviennent, nous avons apporté une aide alimentaire et nutritionnelle à des milliers de personnes vulnérables. Il en a été de même au Soudan du Sud, où s'est ajoutée une aide en eau,

hygiène et assainissement, afin d'endiguer la propagation d'une épidémie de choléra.

“ LES PAYS EN PROIE AUX CONFLITS ONT ÉTÉ LES PLUS TOUCHÉS PAR LA CRISE ALIMENTAIRE. ”

EN SOUTIEN DES RÉFUGIÉS ROHINGYAS

Les persécutions que subissent depuis toujours les populations rohingyas de Birmanie se sont considérablement aggravées en 2017. L'armée a commis de nombreuses violations du droit international, tuant, violant des Rohingyas, incendiant des villages et poussant quelque 650 000 personnes à se réfugier au Bangladesh. Si les camps gérés par l'ONU où elles se sont retranchées les mettent à l'abri des violences, leurs conditions de vie y sont extrêmement précaires.



A. WEY/CARTAS SWITZERLAND

Le Secours Catholique-Caritas France intervient dans celui de Kutupalong, à la frontière avec la Birmanie, par l'intermédiaire du réseau Caritas et de son programme d'assistance alimentaire, de distribution d'ustensiles de cuisine et de kits d'abris à destination de 63 000 ménages. Le programme comprend également la construction de 500 latrines et 100 salles d'eau, ainsi qu'une formation à l'hygiène.

TOUJOURS MOBILISÉS AUPRÈS DES POPULATIONS IRAKIENNES ET SYRIENNES

Les crises en Syrie et en Irak ont pris un nouveau tournant à partir de décembre 2016, avec la reprise par les forces gouvernementales des villes d'Alep et de Mossoul. Dans cette grande ville irakienne, beaucoup parmi les centaines de milliers d'habitants qui avaient fui le groupe État islamique sont retournés s'installer au milieu des ruines. Le Secours Catholique-Caritas France leur est venu en aide à travers des interventions de sécurité alimentaire et un projet de *cash transfer* destiné à amorcer la reprise d'une certaine activité économique. À Alep (zone gouvernementale) comme dans la région d'Idlib (zone non gouvernementale), nous avons soutenu des programmes d'éducation en urgence avec appui psychosocial, notamment à travers un centre

temporaire de protection pour les enfants à Alep. En décembre 2017, notre pôle Urgences internationales a effectué une mission de terrain à Mossoul en vue de rencontrer ses partenaires locaux et de suivre le déroulement des opérations de *cash transfer*. Les enfants irakiens et syriens réfugiés au Liban ont également été bénéficiaires d'une assistance en matière d'éducation et d'accompagnement psychosocial, par l'intermédiaire de partenaires locaux.

CRISE DU VENEZUELA

Le Venezuela traverse depuis quelques années une crise politique, économique et sociale qui s'aggrave de jour en jour, loin de l'attention des médias. Le Secours Catholique-Caritas France est un des rares acteurs internationaux à intervenir sur place par l'intermédiaire de son partenaire local Caritas Venezuela, en coordination avec le réseau Caritas et avec le soutien financier de l'Union européenne et de la Coopération suisse. En 2017, notre programme s'est focalisé sur une intervention de suivi et d'assistance médicale et nutritionnelle visant à diminuer les effets de la crise sur les populations les plus vulnérables, notamment les enfants de moins de 5 ans. Ce programme a concerné 38 317 personnes et a été mis en place par le biais de 40 paroisses. ■



MADAGASCAR - ANTSIRABE

**FORMATION PROFESSIONNELLE
ET AIDE À LA CRÉATION
D'ENTREPRISES PAR INCUBATION
POUR DES JEUNES ISSUS
DE FAMILLES EN GRANDES
DIFFICULTÉS.**



PLAI- DOYER

CHANGER LA SOCIÉTÉ PAR LE PLAIDoyer EN FRANCE, DANS L'UNION EUROPÉENNE ET DANS LE MONDE

Les acteurs du Secours Catholique-Caritas France sont engagés pour changer la société et construire ensemble un monde juste et fraternel. En 2017, nous avons dénoncé le fait que les personnes en situation de précarité subissent trop souvent les ravages des préjugés ou du mépris. Notre association a aussi rappelé que la solidarité internationale devait être au cœur de toute société juste. Le Secours Catholique s'est donc engagé pour aider à faire changer le regard et les politiques concernant les personnes les plus vulnérables, en France et dans le monde. Pour changer la société, il faut une addition de nos engagements individuels et collectifs, mais il est aussi nécessaire de changer les politiques publiques, au niveau local comme au niveau national ou international, pour qu'elles mettent au cœur de leurs objectifs la lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités. En France, 2017 était une année d'élections et cette période était donc propice pour interpeller les candidats et les appeler à se centrer sur l'essentiel, afin de construire une société juste, fraternelle et solidaire. En 2017, le Secours Catholique, avec des partenaires, a élaboré et porté auprès de l'opinion publique et des responsables politiques toute une série de mesures favorisant une plus grande solidarité nationale et internationale.

**Daniel Verger, responsable du pôle Action et Plaidoyer France
et Émilie Johann, responsable du plaidoyer international**

PLAIDOYER FRANCE

Pour bien vivre ensemble dans notre société, il faut pouvoir y contribuer et y être protégé. C'est sur cette idée majeure que reposent toutes les actions de plaidoyer que le Secours Catholique-Caritas France mène avec et pour les personnes en situation de précarité, dans un objectif d'accès au droit à l'éducation, à la formation, à l'emploi, au logement, à une alimentation digne... et de développement d'une protection sociale plus solidaire.

15 PROPOSITIONS AUX CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIELLE ET AUX LÉGISLATIVES

Par sa présence et son action sur l'ensemble du territoire, le Secours Catholique-Caritas France est un observateur de premier plan des difficultés que rencontrent les personnes vivant dans la précarité, en matière d'accès aux prestations sociales, à un logement décent, à la formation et à l'emploi, à une alimentation digne et à une éducation de qualité pour leurs enfants. Partant de cette expérience, notre groupe national plaidoyer a élaboré 15 propositions

très concrètes à l'attention des candidats aux élections, présidentielle et législatives. Ces propositions reflètent notre vision d'une société de partage, de justice et de respect des droits de chacun.

Au niveau national, ces propositions ont été portées à l'attention des équipes des candidats, dans le cadre du collectif Alerte qui rassemble plusieurs associations de lutte contre la pauvreté, sous la présidence de François Soulage, ancien président du Secours Catholique.

Et au niveau régional, ce support de plaidoyer a été beaucoup utilisé par les délégations, qui se sont emparées de l'ensemble des propositions ou de

PARI RÉUSSI POUR LE DÉFI JEUNES OUTRE-MER

Lancé en 2015 par plusieurs délégations ultramarines du Secours Catholique-Caritas France, le « Défi jeunes outre-mer » a pour objectif de développer, avec les jeunes de Young Caritas, des actions de plaidoyer locales et nationales. Afin de connaître les difficultés, les rêves, les attentes et besoins des jeunes, une vaste enquête a été menée dans les 6 territoires ultramarins participants. Les quelque 1 000 réponses obtenues ont permis d'identifier 5 thématiques prioritaires : l'accès à l'emploi ; l'éducation et la formation ; la politique familiale ; le vivre-ensemble ; la lutte contre la violence. Un document de plaidoyer a également été rédigé avec une série de propositions.

C'est ce document que 6 jeunes représentant les 6 territoires sont venus présenter à Paris en février 2017 aux équipes des candidats à la présidentielle, à la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), qui l'a introduit dans ses avis sur les outre-mer, et au ministère des Outre-mer. À la suite de cette première étape, le travail s'est poursuivi, dans le cadre d'un séminaire de formation au plaidoyer organisé par le Secours Catholique en Guadeloupe, avec la participation de 70 jeunes de Guadeloupe, de Guyane et de Martinique. L'objectif

était de les aider à s'engager dans des démarches locales, et d'enrichir les propositions du document présenté à Paris sur des questions comme celles de la formation, de l'accès à l'emploi, de la mobilité, des transports, du décrochage scolaire et du vivre-ensemble. Le 17 novembre, les 6 jeunes ambassadeurs du Défi jeunes ont participé à Paris à un colloque intitulé « À l'école des outre-mer », organisé avec Apprentis d'Auteuil, les Compagnons du devoir et le Service militaire adapté (SMA). Ils ont également eu l'occasion de présenter leur démarche et leurs propositions à la nouvelle ministre des Outre-mer et au président de la délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale.

Le Défi jeunes s'inscrit dans une dynamique d'engagement de la jeunesse qui souhaite être actrice de son avenir. Il a été un tremplin pour les jeunes participants, qui se sont montrés de plus en plus à l'aise et convainquants dans leurs prises de parole, et va se poursuivre localement par des opérations de plaidoyer. De son côté, le Secours Catholique continuera à solliciter les jeunes, et fera en sorte que, à leur demande, ils puissent être consultés lors des Assises des outre-mer lancées par la nouvelle ministre. ■



quelques-unes pour entamer le dialogue avec les candidats aux législatives, ainsi qu'avec les élus, au moment de la rentrée parlementaire.

PARTICIPATION RENOUVELÉE AU CONSEIL NATIONAL DES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION

Le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) compte 8 collègues dont un composé de personnes ayant l'expérience de la précarité. Les deux personnes accompagnées par le Secours Catholique-Cartas France qui y siégeaient étaient arrivées au bout de leur mandat. À la suite de l'Assemblée fraternelle qui s'est tenue en août à Saint-Malo, deux personnes de la délégation du Rhône, Aurélie et Emilia, ont souhaité présenter leurs candidatures, lesquelles ont été retenues par le CNLE.

PARTICIPATION AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION

Reconnu aujourd'hui pour son expérience des projets innovants dans le domaine de l'accès digne et durable à l'alimentation, le Secours Catholique-Cartas France a participé en 2017 aux États

généraux de l'alimentation, dans le cadre de l'atelier concernant la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Nous avons tenu à y faire participer des personnes ayant elles-mêmes vécu l'insécurité alimentaire, afin qu'elles puissent non seulement témoigner de leur expérience, mais aussi proposer des solutions. Les conclusions de ces échanges, validées par l'ensemble des membres de l'atelier, seront reprises lors de la concertation gouvernementale sur la lutte contre la pauvreté. Parallèlement, nous avons travaillé avec la branche française du Réseau européen de lutte contre la pauvreté (EAPN) et un groupe d'experts d'IPES Food à un plaidoyer pour une politique alimentaire commune en vue de la PAC 2020 (discussions européennes sur l'avenir de la politique agricole commune).

À travers la participation à ces instances, le Secours Catholique fait entendre sa vision très originale sur l'accès digne à l'alimentation, vision déjà mise en œuvre à travers les épiceries coopératives solidaires ou par des partenaires comme le réseau des Jardins de Cocagne.

ENSEMBLE, RÉINVENTER UNE PROTECTION SOCIALE PLUS JUSTE

Si elle protège le plus grand nombre, la protection sociale ne répond pas toujours aux besoins des plus pauvres, et cela faute de s'être suffisamment adap-

tée aux évolutions de la société. Sur la base de ce constat, le Secours Catholique-Caritas France a réuni un collectif d'associations comprenant le Réseau des Accorderies, l'association Aequitaz et la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France, pour réfléchir à une protection sociale plus solidaire. Cette démarche citoyenne a consisté dans un premier temps à consulter les plus pauvres et à recueillir leur parole afin de repérer les obstacles à l'accès aux droits (par exemple pour des personnes qui n'ont pas de domiciliation) ou les contributions réelles qui ne sont pas comptabilisées faute d'être monétarisées, comme le travail bénévole des aidants.

Du 27 au 29 septembre, le collectif s'est réuni pour un séminaire à Merville auquel participaient une cinquantaine de personnes. Décision y a été prise de lancer en 2018 une grande enquête nationale en faveur d'une protection sociale plus juste, avec un objectif de plusieurs milliers de réponses.

RAPPORT STATISTIQUE POUR DÉCONSTRUIRE LES PRÉJUGÉS

Paru en novembre, le rapport statistique 2017 du Secours Catholique-Caritas France, intitulé *État de la pauvreté en France. Préjugés et cohésion sociale*, montre, à partir de l'analyse de plus de 85 000 situations rencontrées dans ses accueils, que la pauvreté ne baisse pas en France, qu'elle concerne de plus en plus de personnes étrangères et de plus en plus de familles avec enfants (plus de la moitié des ménages accueillis). Une réalité préoccupante qui plaide pour une stratégie de lutte contre la pauvreté centrée sur les enfants et les familles, de même que sur la lutte contre le non-recours dont le taux est de

plus de 40 % pour le RSA. En cette année 2017, que nous avons consacrée à la lutte contre les préjugés, les enseignements tirés des situations rencontrées dans nos accueils nous ont fourni des arguments pour déconstruire un à un les 8 préjugés les plus tenaces contre les pauvres et les étrangers.

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, près d'un tiers des victimes de la traite des êtres humains dans le monde sont des enfants. Pour sensibiliser l'opinion à cette question encore trop peu mise en lumière, le collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains », coordonné par le Secours Catholique, a lancé une nouvelle campagne destinée à faire la lumière sur ces crimes de l'ombre. Intitulée #DEVENIR, cette campagne à visée pédagogique se compose d'un livret qui détaille les différentes formes d'accompagnement des enfants victimes de traite, et du film #DEVENIR réalisé par Guido Freddi. Cette fiction, fondée sur le vécu de personnes rencontrées et accompagnées par le collectif, montre le long processus qui permet de libérer les enfants victimes de traite de l'emprise exercée sur eux et de les aider à se reconstruire.

Ces outils ont été présentés à différentes occasions : à Genève lors du rapport de la rapporteuse spéciale de l'ONU sur la traite des êtres humains, lors d'une rencontre avec l'ambassadeur de France chargé des droits de l'homme et avec la présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH), lors d'un événement avec le Conseil de l'Europe et des élèves de collèges et lycées, lors de

SUCCÈS DE PLAIDOYER EN HAUTE-LOIRE

Par Alain Guérin-Boutaud, délégué du Secours Catholique pour la Haute-Loire

« Il y a un an, à l'occasion du 70^e anniversaire du Secours Catholique-Caritas France, une délégation d'une quinzaine d'acteurs de la délégation de Haute-Loire (personnes en situation de précarité, bénévoles de la commission des aides, membres du bureau) avait rencontré un vice-président du conseil départemental, également responsable du fonds de solidarité pour le logement (FSL 43), ainsi qu'une élue départementale chargée des solidarités familiales. Nous leur avons présenté deux requêtes : que

le plafond des revenus conditionnant l'accès au FSL soit relevé, et que les dettes concernant l'ancien logement, en cas de déménagement pour un logement moins énergivore ou moins coûteux, soient désormais prises en compte dans le règlement intérieur du FSL. À l'issue de la rencontre, nous avons obtenu un engagement moral concernant notre première requête. Depuis septembre 2017, c'est chose faite : le quotient social est passé de 700 à 750 euros, ce qui permet à de nombreuses familles d'être enfin éligibles au FSL. »



rencontres avec le grand public, dans des paroisses et dans des équipes du Secours Catholique et des associations membres du collectif.

#INVISIBLES, le précédent livret créé par le collectif sur les différentes formes de traite des enfants en France, a été remis au pape François à l'occasion du Santa Marta Group qui rassemblait les Églises et les polices du monde entier luttant contre la traite, le 8 février au Vatican.

Plaidoyer auprès des instances publiques

Dans le cadre du collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains », le Secours Catholique-Caritas France a contribué avec le gouvernement français à établir la première étude statistique concernant la traite des êtres humains en France.

En lien avec la CNCDH, nous avons travaillé à l'analyse du bilan du premier plan national de lutte contre la traite des êtres humains (arrivé à son terme en 2016) et nous sommes exprimés sur la nécessité de faire de cette lutte contre la traite une politique publique à part entière.

En juin 2017, nous avons fait partie du collectif d'associations qui étaient présentes à l'ONU à Genève lors du Conseil des droits de l'homme, et y avons présenté des propositions valables pour la France en matière de lutte contre la traite des êtres humains, d'une part, et concernant les mineurs non accompagnés, d'autre part.

Les 27 et 28 septembre 2017, nous avons participé, en tant que coordinateurs du collectif, à l'Assemblée générale de l'ONU à New York sur l'évaluation du Plan d'action mondial des Nations unies pour la lutte contre la traite des personnes. Et en décembre, nous avons présenté la contribution du collectif en 10 points sur la traite des êtres humains dans le contexte français, en vue de l'Examen périodique universel (EPU) de la France sur les droits de l'homme à l'ONU, à Genève.

Défense des mineurs non accompagnés

Dans le cadre du collectif, le Secours Catholique est resté très vigilant sur la question des mineurs non accompagnés, qui prend de l'ampleur en France. Nous avons organisé des rencontres sur le sujet avec diverses délégations et adressé des recommandations au groupe d'experts de l'Association des départements de France et du ministère des Solidarités et de la Santé ainsi qu'à la Protection judiciaire de la jeunesse. ■

PLAIDOYER UNION EUROPÉENNE

Le département Partenariats et Plaidoyers Union européenne du Secours Catholique-Caritas France a concentré son plaidoyer en 2017 sur deux thématiques européennes majeures : le respect des droits des migrants dans les pratiques et politiques européennes et la construction d'une justice sociale pour tous en Europe.

PLAIDOYER INTERASSOCIATIF POUR LES MIGRANTS

La mobilisation interassociative qui s'est mise en place en avril 2017, à l'initiative du Secours Catholique-Caritas France, pour soutenir et coordonner les actions des acteurs présents auprès des migrants de part et d'autre de la frontière franco-italienne comportait un volet plaidoyer. Un communiqué de presse commun a ainsi été adressé en octobre aux médias français et italiens, locaux et nationaux, en vue d'alerter l'opinion publique sur les violations des droits des migrants, et notamment des enfants non accompagnés, refoulés quotidiennement depuis le territoire français vers l'Italie, sans respect des garanties et procédures prévues par les textes européens et nationaux. Les associations membres du collectif ont également soutenu publiquement les citoyens poursuivis pour avoir secouru des migrants.

RAPPORT CARITAS EUROPA SUR LA QUESTION MIGRATOIRE

Caritas Europa assure le relais, au niveau européen, de la campagne Caritas internationalis « Partager

le chemin », lancée par le pape François le 27 septembre 2017. Des axes de plaidoyer spécifiques ont été développés selon deux axes majeurs : défendre les droits et la dignité des migrants et changer le regard qui est porté sur eux. Destinée à s'échelonner sur une période de deux ans au sein du réseau Caritas Europa, la campagne se terminera par un plaidoyer adressé à la Commission européenne au moment des élections européennes de 2019.

Le Secours Catholique est resté également actif en 2017 au sein du groupe de travail migration et asile de Caritas Europa qui publie régulièrement des notes de position et des analyses dénonçant les politiques européennes sécuritaires. Cette veille nous permet de rester en capacité d'interpeller et d'alerter les décideurs européens. Le groupe de travail réfléchit par ailleurs à un plaidoyer commun aux différents réseaux chrétiens européens sur la réforme de la procédure Dublin qui oblige les migrants à déposer leur demande d'asile dans le premier pays par lequel ils sont entrés en Europe.

RAPPORT JUSTICE SOCIALE ET ÉGALITÉ EN EUROPE

Diffusé tout au long de l'année 2017 dans le cadre de présentations au sein du réseau Caritas européen, le rapport intitulé *La Justice sociale et l'égalité en Europe, c'est possible !* présente les éléments de construction de modèles sociaux résilients, garants de la solidarité égale pour tous dans nos sociétés. Cette proposition développe la vision que Caritas a de la société et qui se fonde sur les trois piliers que sont la famille, le travail et la protection sociale. Elle est le résultat d'un long processus d'observation, de réflexion et d'analyse des réalités sociales et des pratiques innovantes expérimentées au sein du réseau Caritas. Il s'agit d'un véritable outil de travail à partir duquel les différentes Caritas d'Europe pourront construire leur plaidoyer au niveau national ainsi qu'auprès du Parlement européen et du Conseil de l'Europe. ■



S. WASSENAAR / SCCF

PLAIDOYER INTERNATIONAL

En 2017, le Secours Catholique-Caritas France a poursuivi son plaidoyer concernant plusieurs enjeux majeurs pour l'avenir de notre planète : la mise en œuvre de la transition écologique et du droit à l'alimentation pour tous, la régulation de la finance, la lutte contre l'évasion fiscale et la nécessité d'un accord global préservant les droits des migrants.

UNE VÉRITABLE VICTOIRE DE PLAIDOYER À LA COP23

C'est à Bonn, en Allemagne, du 6 au 17 novembre 2017, que s'est tenue la COP23. Le Secours Catholique-Caritas France, qui est engagé dans le suivi du processus de négociations sur le climat depuis quatre ans, y était représenté, au sein de la délégation Caritas Internationalis, par sa chargée de plaidoyer international sur le droit à l'alimentation. Avec des ONG partenaires et des acteurs de la société civile, nous avons remporté ensemble une véritable victoire de plaidoyer : l'obtention d'un programme de travail de trois ans sur l'agriculture. Ce programme, mené sous l'égide des Nations unies, traitera aussi bien des questions techniques de réduction

des émissions de gaz à effet de serre que de la mise en œuvre de la transition agricole et des moyens associés, et ce, dans un souci d'équité entre les États et de sauvegarde de la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables. Les travaux qui seront réalisés sont ouverts aux contributions de la société civile. Nous ne manquerons pas de nous y investir en prônant notamment le développement de l'agroécologie comme moyen d'adapter les cultures aux effets des changements climatiques et d'assurer le droit à l'alimentation pour tous. Une vraie opportunité de faire valoir notre expertise et celle de nos partenaires dans cette pratique agricole résiliente et faible en carbone.

RÉGULATION DE LA FINANCE POUR UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DU CITOYEN

Dix ans après la crise financière mondiale, dont nos sociétés subissent encore les conséquences, le sec-

teur de la finance n'a toujours pas été mis au service des citoyens ni des projets de société. Au contraire, le risque systémique que les grandes banques font peser sur la société est au moins aussi important aujourd'hui qu'il l'était en 2008. Engagé depuis 2016 au sein de conseil d'administration de l'ONG Finance Watch, le Secours Catholique-Caritas France participe aux réflexions sur la nécessité de réguler la finance, notamment dans le cadre de la campagne « Changer la finance », qui préconise un nouveau modèle financier capable de contribuer à l'avènement d'une société plus juste. À la mi-décembre, en marge du sommet pour le climat qui abordait notamment la question de la finance, nous avons publié une analyse intitulée *Mettre la finance au service de la transi-*

tion écologique. Nous y expliquons en quoi il est indispensable d'engager une réforme en profondeur du système financier si l'on veut mener à bien des politiques de transition énergétique à la hauteur des défis de notre humanité.

INTERPELLATION DANS LE CADRE DU SCANDALE DES « PARADISE PAPERS »

L'année 2017 restera celle du scandale dit des Paradise Papers qui a révélé au grand jour les pratiques systémiques d'entreprises multinationales et de riches particuliers pour se soustraire à l'impôt. À la suite de ces révélations, le Secours Catholique-Caritas France et les 18 autres organisations de la société civile membres de la « Plateforme paradis fiscaux et judiciaires » ont appelé le gouvernement français à prendre des mesures de lutte contre l'évasion fiscale et pour plus de transparence.

“ L'ANNÉE 2017 RESTERA CELLE DU SCANDALE DIT DES PARADISE PAPERS QUI A RÉVÉLÉ AU GRAND JOUR LES PRATIQUES SYSTÉMIQUES D'ENTREPRISES MULTINATIONALES ET DE RICHES PARTICULIERS POUR SE SOUSTRAIRE À L'IMPÔT. ”



PLAIDOYER POUR UN ACCORD GLOBAL SUR LES MIGRATIONS JUSTE ET AMBITIEUX

Après le premier sommet des Nations unies sur la migration qui s'est tenu en 2016 à New York, et qui a posé les bases pour l'adoption d'un accord global sur les migrations à la fin de 2018, le Secours Catholique-Caritas France est resté mobilisé aux côtés de Caritas Internationalis, de ses partenaires et des sociétés civiles à travers le monde pour aboutir à un traitement politique ambitieux de la question des migrations. En 2017, nous avons participé aux premières réunions préparatoires du futur accord global sur les migrations internationales. Notre ambition est d'obtenir des engagements concernant le respect effectif des droits existants, bafoués dans le monde, la mise en place d'une vraie collaboration entre les États et l'ouverture de voies légales de migration qui permettraient aux personnes de circuler de manière sûre. Ce travail de plaidoyer s'inscrit dans la campagne « Partager le chemin » de Caritas Internationalis qui a été lancée par le pape François le 27 septembre. L'objectif de la campagne est d'interpeller la communauté internationale en lui rappelant l'importance des pactes globaux sur les migrations et les réfugiés, et en enjoignant aux États et aux citoyens d'accueillir, de protéger, promouvoir et intégrer les personnes migrantes.

BILAN POSITIF DE L'INITIATIVE « PRENONS LE PARTI DE LA SOLIDARITÉ »

L'initiative « Prenons le parti de la solidarité » lancée à la fin de 2016 par une plateforme de 4 associations, dont le Secours Catholique-Caritas France, s'est déployée tout au long des campagnes électorales (présidentielle et législatives) de 2017. L'objectif était d'interpeller les candidats sur la place de la solidarité internationale dans leurs programmes à l'aune de 15 propositions liées à la question des droits humains, du partage des richesses et de la justice climatique. Un engagement qui a poussé 7 candidats à la présidence de la République, dont l'actuel Président, à nous répondre, et plusieurs dizaines de candidats et futurs élus aux législatives à remplir les dossiers d'engagement envoyés par les bénévoles en région. Plusieurs délégations du Secours Catholique se sont en effet mobilisées dans cette campagne aux côtés de nos partenaires, en participant notamment à des rencontres avec des candidats. La plateforme permettait également d'interpeller les candidats par l'intermédiaire de Twitter, ou de signer une pétition en ligne. ■



MOBILISATION DES JEUNES À SAINT-MALO

OSER L'INTERCULTURALITÉ ET L'INTER-RELIGIEUX

Pendant le week-end du 24 au 27 août 2017 à Saint-Malo, c'est une expérience de rencontre et d'enrichissement culturel et spirituel par le respect de la liberté et la considération de chacun qu'ont vécue plus de 700 jeunes venus de 40 pays des 5 continents. Cette culture de la rencontre s'est exprimée à travers tout un programme de rendez-vous en petits groupes, d'ateliers (90 au total), de célébrations religieuses, de temps interspirituels, de moments rassembleurs, comme la parade sur les remparts de la ville ou la conférence dans la cathédrale de Saint-Malo, et de parenthèses de détente et de fête sur la place. Quatre verbes servaient de fil rouge à ces rencontres : s'accueillir, se connaître soi-même, se déplacer vers l'autre et s'engager ensemble. L'expérience partagée a été racontée dans un livret de témoignages destiné aux personnes de bonne volonté en réponse à l'interpellation du pape François à la jeunesse lors des journées mondiales de Cracovie : « *Ayez le courage de nous enseigner qu'il est plus facile de construire des ponts que d'élever des murs.* »



“ S'ACCUEILLIR

Le Secours Catholique a une réelle capacité à initier la rencontre et à la vivre pleinement. Je retiens la richesse des rencontres, des échanges avec des gens que je ne connaissais pas au départ et que j'avais l'impression de connaître depuis dix ans ensuite.”

VINCENT,
MEMBRE DE L'ASSOCIATION POUR LA FORMATION
DES CADRES DE L'ANIMATION ET DES LOISIRS (AFOCAL)

“ SE CONNAÎTRE SOI-MÊME

Les questionnaires en fraternité ont été une expérience à la fois surprenante et intéressante, parce que c'étaient des questions que l'on ne se pose par forcément à soi-même, ni entre amis. Les aborder avec de parfaits inconnus, ça obligeait à réfléchir d'une manière différente que dans un cadre familial. Ces échanges intimes, dès le départ, obligent à créer du lien.”

MATHILDE



“ SE DÉPLACER VERS L'AUTRE

Je n'avais jamais vu un musulman prendre le micro dans une église catholique. C'était incroyable. Personne n'a essayé de convaincre que telle pratique religieuse était meilleure ou moins bonne qu'une autre. Tout le monde s'engageait dans un dialogue respectueux. Je pense que le message a été transmis.”

FELONA



“ S'ENGAGER ENSEMBLE

On est encore plus motivés par rapport à notre action au centre d'hébergement d'urgence pour migrants. Sur les cinquante personnes venues en bus de l'Essonne, la moitié étaient des migrants du centre. On avait commencé à organiser des activités avec eux depuis février, mais on ne se voyait pas de manière régulière. On s'est dit que les inviter à Saint-Malo serait l'occasion de se voir plus longuement, dans un autre cadre. Ça a poussé pas mal de jeunes à continuer cette action.”

MARION



ANIMATION SPIRITUELLE ET DIACONALE

C'est plus que jamais à partir de la parole et de l'expérience des plus pauvres que le Secours Catholique-Caritas France conçoit ses activités relevant de l'animation spirituelle, et cela, qu'il s'agisse de servir la fraternité, de réfléchir aux enjeux de l'interreligieux ou de créer des ponts entre la culture et l'action sociale.

LA SPIRITUALITÉ COMME LEVIER DE TRANSFORMATION SOCIALE

En quoi la dimension spirituelle de tout acteur du Secours Catholique-Caritas France peut-elle être un levier de transformation sociale ? Comment travailler notre lien avec les communautés chrétiennes et les communautés d'Église ? Cette réflexion commencée en septembre 2016 à Lourdes s'est poursuivie en 2017, dans le cadre de groupes de travail associant des personnes en situation de précarité et la théologienne Gwennola Rimbaut, professeur à l'Université catholique de l'Ouest. L'objectif final est de produire un document de positionnement à partir de ce qui aura été exprimé et vécu dans chacun de ces groupes.

LANCEMENT DE LA PREMIÈRE UNIVERSITÉ DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA DIACONIE

C'est en réponse à une proposition du réseau Saint-Laurent, dont le Secours Catholique-Caritas France fait partie, que le Conseil national de la solidarité et de la diaconie a lancé une première « université de la solidarité et de la diaconie », qui s'est tenue à Lourdes du 30 octobre au 2 novembre 2017. Cette université a accueilli 550 personnes, à la fois des équipes diocésaines de la diaconie et des personnes des groupes du réseau Saint-Laurent, venues pour les unes avec l'objectif de se laisser évangéliser par les plus pauvres, et, pour les autres, avec l'ambition de vivre davantage la dimension diaconale dans l'Église.



“ ENSEMBLE, OSONS LE CHANGEMENT D'ATTITUDE AU SEIN DES COMMUNAUTÉS CHRÉTIENNES POUR QUE LES PAUVRES Y TIENNENT TOUTE LEUR PLACE. ”

Sur le thème « Devenir ensemble disciples missionnaires pour servir la fraternité », l'université comportait trois dimensions. Des temps de partage d'expérience et de coformation, avec 85 ateliers animés par des bénévoles et des personnes en situation de grande précarité, ainsi que des « mises en situation » en petits groupes. Des temps de relecture et d'intériorisation des savoir-faire, pour que chacun puisse prendre conscience de ce qu'il a acquis et des domaines où il a à se former. Et enfin, des temps de fêtes et de célébrations.

L'événement avait été préparé par un comité de pilotage comprenant des membres de la diaconie et du réseau Saint-Laurent, ainsi que des personnes en situation de précarité. Il se situait dans la dynamique de « Diaconia 2013 », dont le message final était :



S. WASSENAAR / SCCF

« Ensemble, osons le changement d'attitude au sein des communautés chrétiennes pour que les pauvres y tiennent toute leur place. »

PREMIÈRE SESSION DE THÉOLOGIE PRATIQUE À TOURS

Depuis plusieurs années, des personnes en situation de précarité, des théologiens ainsi que des acteurs du réseau Saint-Laurent et du Secours Catholique-Caritas France se retrouvent en décembre à Nevers pour des sessions de théologie pratique. Les 27 et 28 mai 2017, la démarche a été dupliquée à Tours, dans la maison diocésaine. L'occasion pour des théologiens de venir écouter des membres de la Fraternité Saint-Martin et des personnes ayant vécu l'exclusion s'exprimer sur le thème du travail, afin de mettre en relation la parole de Dieu avec la connaissance et l'expérience des plus pauvres.

FORMATION À L'INTERCULTUREL ET À L'INTERRELIGIEUX

C'est un des changements visés par le Secours Catholique-Caritas France dans son projet national : que les personnes et les communautés de cultures

et de religions différentes œuvrent ensemble. Beaucoup de délégations se sont demandé comment faire une force de la très grande diversité des personnes qu'elles accueillent et dépasser les tensions qui peuvent apparaître. C'est ainsi qu'un nouveau module de formation a été créé. En 2017, cette formation a eu lieu en région Occitanie. Les formateurs qui l'ont suivie déploieront ce qu'ils ont appris auprès des équipes locales du Secours Catholique et de leurs partenaires.

Cette démarche contribue au développement de nouveaux partenariats démarrés en 2016 avec des associations comme Coexister, le Service national pour les relations avec les musulmans (SNRM), le Secours Islamique, l'association « Chrétiens et Musulmans, ensemble avec Marie », ou encore des structures de formation à la rencontre interculturelle et interreligieuse comme Élan interculturel et Convivencia. C'est ainsi que du 5 au 8 mai, 50 personnes du Secours Catholique ont participé au week-end d'amitié islamo-chrétienne organisé par la communauté de Taizé. Cette rencontre, intitulée « Le goût de Dieu », avait pour but de nous éveiller mutuellement à Sa présence en nous et de mieux L'aimer. ■

COMMUNICATION

La démarche itinérante contre les préjugés a été au centre de la communication du Secours Catholique-Caritas France en 2017. Déclinée sous forme d'affiches, d'expositions, de flyers, de cartes postales, sur les réseaux sociaux, mais aussi à travers une application de type « chasse aux Pokémon » et un film tourné à 360°, cette campagne a été à l'image de la modernité de notre engagement.

UNE CAMPAGNE CHOC POUR SECOUER LES PRÉJUGÉS

C'est le 9 mars 2017 qu'a démarré la campagne de communication du Secours Catholique-Caritas France destinée à accompagner la démarche itinérante contre les préjugés. Sur le thème « Qui croit encore que les démunis ont la belle vie ? », elle reprenait les codes des réseaux sociaux, et la façon dont on y met sa vie en scène, pour montrer la réalité du quotidien des plus pauvres. Chacun des 5 visuels, d'un réalisme sans concession, abordait une des causes de la précarité – chômage, précarité énergétique, exil, mal-logement, changement climatique – pour mieux démontrer que non, les pauvres ne sont pas des assistés, des profiteurs ou des fraudeurs. Jusqu'à la fin du mois de juin, la campagne a été visible sur les réseaux sociaux (Facebook, Instagram, Twitter...) et utilisée par les délégations, sous forme d'affiches, de cartes postales, d'autocollants, d'outils événementiels et personnalisables, destinés à sensibiliser le grand public et à annoncer les événements organisés sur le passage du camion-podium.

DES OUTILS CRÉATIFS POUR SENSIBILISER ET INFORMER

Dans le cadre de la campagne contre les préjugés, le Secours Catholique-Caritas France a utilisé les nouvelles technologies pour créer deux outils particulièrement créatifs et didactiques.

Le premier, à l'attention du grand public, est une application Smartphone de « chasse aux préjugés » (comme on chasse les Pokémon). Le but pour le joueur est d'attraper des préjugés géolocalisés, de les détruire en les effaçant et, en les effaçant, de faire apparaître les arguments qui les déconstruisent. Les points collectés permettent de franchir des paliers et d'y découvrir à chaque fois un des projets du Secours Catholique. Le second outil est un film tourné à 360°, que l'on visionne à l'aide de lunettes spéciales et d'un Smart-

phone. Ainsi immergés dans une réalité virtuelle plus vraie que nature, nous découvrons ce que peut être la journée type d'une jeune mère isolée, salariée à temps partiel, et de son fils de 5 ans : une succession de moments de galère, d'astuces pour s'en sortir, de doutes, de joie... Destiné notamment aux parlementaires français, dont nous espérons qu'ils nous aideront à lutter contre la précarité dans leurs circonscriptions, ce film intitulé *24 heures de bonheur, 360°* donne à voir, à vivre et à comprendre mieux que tout discours ou que toute donnée statistique. Il a été remis aux élus au moment de la rentrée parlementaire du mois de juin, afin qu'ils mettent un visage, une voix et un regard sur les millions de personnes qui souffrent en France d'être trop peu considérées parce que pauvres.

UN NOUVEL UNIVERS GRAPHIQUE POUR DONNER ENVIE DE S'ENGAGER

Le Secours Catholique-Caritas France souffre aujourd'hui encore d'une image poussiéreuse, sans rapport avec la réalité de son engagement, de ses actions, de sa vision. Au cri de « *Au Secours !...* » (associé à un message positif), et grâce à son univers graphique très simple et flashy, notre campagne bénévolat 2017 nous a permis de communiquer l'enthousiasme de tous ceux qui s'engagent à nos côtés.

Déclinée en trois visages, trois thèmes (« Je change le monde », « Je suis utile », « J'ai plein d'amis ») et sur différents supports (affiches, flyer, dépliant « bénévolat »), cette campagne a montré que la solidarité est à la portée de chaque citoyen, mais aussi qu'au Secours Catholique, ce sont les acteurs et leurs multiples façons de s'engager qui sont primordiaux.

« AU PAIN PARTAGÉ », UN RÉCIT INÉDIT D'ALEXIS JENNI, PRIX GONCOURT 2011

Tout est parti d'une rencontre entre Alexis Jenni, Prix Goncourt 2011, et le Secours Catholique-Caritas France.



Bien au chaud dans ma chambre d'étudiant !



Qui croit encore que les démunis ont la belle vie ?

#RÉVOLUTION FRATERNELLE

secours-catholique.org



M. FAUQUE

L'idée émerge alors de proposer à l'écrivain de mettre à profit son talent pour raconter ce qui se vit chaque jour au Pain partagé, un lieu situé dans le quartier Jules-Joffrin à Paris, qui accueille, dès l'heure du petit déjeuner, tous ceux qui n'ont nulle part où aller pour partager un repas. Des matinées durant, l'écrivain et son ami illustrateur Emmanuel Prost ont été aux côtés d'Andréa, Anthony, Christophe, Lolita, Marie-Jeanne, Véronique... et ont partagé un peu de leur quotidien, leurs silences, leurs sourires, leurs engagements, leurs détresses. Le livre illustré et le long format web nés de cette expérience racontent ce que les deux artistes ont découvert : la fragilité de tous (à commencer par la leur), mais aussi et surtout une humanité pleine et entière dans son dépouillement, qui se donne rarement à voir comme telle aujourd'hui. Mis à la disposition des délégations pour qu'elles puissent l'offrir à leurs interlocuteurs institutionnels ou à l'occasion d'événements, le récit d'Alexis Jenni permet de toucher de nouveaux publics, à commencer par les nombreux lecteurs de cet auteur de grande renommée.

PARTICIPATION AU FESTIVAL « CULTURE AU QUAI »

Du vendredi 22 au dimanche 24 septembre 2017, le Secours Catholique-Caritas France et l'Association des

cités du Secours Catholique (ACSC) étaient présents à la 10^e édition du festival « Culture au quai », une grande fête culturelle qui a lieu chaque année quai de Loire, dans le 19^e arrondissement de Paris.

Pour cette édition 2017, les organisateurs avaient choisi de valoriser la place de la culture dans l'expression et l'intégration des personnes fragilisées, et de créer un pont entre culture et action sociale. Pendant toute la manifestation, le Secours Catholique a animé un stand à l'intérieur du pavillon de l'engagement avec 15 autres acteurs du champ social.

Plusieurs animations étaient prévues au programme, sur le thème « L'art et la culture contre les préjugés » : la réalisation d'une grande fresque, d'un court-métrage d'animation en 2D à partir de dessins des participants et une expo photo de résidents accueillis dans les centres d'hébergement de l'ACSC qui pratiquent des activités artistiques.

Des moments de scène punctuaient notre participation à ce week-end, avec des concerts de l'auteur, compositeur et interprète Christophe Lamarre (plus connu sous son nom de scène Tof) et de Kouassi Kouame, alias Ras Hendricks, auteur, compositeur passionné de reggae. Jorge, artiste marionnettiste colombien, animait pour sa part un atelier de salsa et présentait un spectacle de marionnettes. ■

GÉNÉROSITÉ ET FINANCES

Dans un contexte de baisse du nombre de donateurs et du montant des subventions publiques, le Secours Catholique-Caritas France a mobilisé son réseau en 2017 et multiplié les nouveaux outils de communication. L'objectif : mieux faire connaître l'ambition de notre projet pour transformer la société et se rapprocher de nos donateurs, mais aussi d'un public plus large, plus jeune et en forte demande de sens.

UN IMPORTANT EFFORT DE MOBILISATION POUR LA COLLECTE

Le recul de la collecte en 2016 a incité le Secours Catholique-Caritas France à mobiliser son réseau en 2017 pour qu'il fasse encore mieux connaître son action auprès de potentiels nouveaux bénévoles et donateurs. En effet, compte tenu de l'érosion du nombre de donateurs depuis quelques années, un phénomène dû au climat d'incertitude quant à l'avenir, à la nécessité pour certains aînés d'aider financièrement leurs enfants, et aussi à la concurrence accrue entre les différentes causes et associations, les campagnes de collecte organisées en fin d'année ne suffisent plus. C'est jour après jour que nous devons entretenir la confiance de nos donateurs en leur montrant ce que nous faisons et en quoi nous sommes un acteur important pour amener les changements auxquels ils aspirent dans la société. Cela passe par l'organisation d'événements localement, des prises de parole publiques plus nombreuses partout en France, mais aussi par le recours à des canaux de communication comme l'internet et les réseaux sociaux. Les résultats de la collecte 2017, qui montrent une stabilisation du niveau de celle-ci par rapport à la campagne de 2016, et même une légère progression, montrent que cette mobilisation commence à porter ses fruits, et que notre message peut séduire des donateurs plus largement si nous sortons de nos cercles proches.

UNE COLLECTE D'URGENCE À LA HAUTEUR DES ENJEUX

Bien que peu médiatisée, la grave crise alimentaire qui a frappé l'Afrique en 2017 a mobilisé beaucoup de donateurs du Secours Catholique-Caritas France. Cette réponse montre que ceux-ci entendent nos messages et font confiance à nos analyses. Mais 2017 restera avant tout marquée par l'ouragan

Irma, suivi par d'autres de moindre force, qui a ravagé les Antilles et la Caraïbe et a fait longtemps la une de l'actualité. Là encore, nos donateurs se sont montrés généreux, et donc réceptifs à l'enjeu de la mission de posturgence qui est la nôtre : accompagner les sinistrés après le départ des premiers urgentistes et tout au long de la période de reconstruction, qui peut s'étendre sur plusieurs mois.

L'ENJEU DE LA DISPARITION DE L'ISF

La disparition de l'ISF, remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), est un des points de la nouvelle politique fiscale mise en place par le gouvernement en 2017 qui touchera le plus notre secteur. Les importantes économies d'impôts que vont ainsi réaliser certains contribuables peuvent avoir des répercussions sur la collecte. Les personnes qui par leurs dons orientaient leurs impôts vers nos missions pourraient réduire ces dons proportionnellement à la réduction de leur impôt. Le Secours Catholique-Caritas France n'est pas directement concerné en tant qu'association (les dons aux associations ne sont pas déductibles de l'ISF), mais à travers la Fondation Caritas France qui contribuait au financement d'un certain nombre de ses missions et pourrait réduire fortement son soutien par manque de ressources. Une raison de plus de nous mobiliser pour convaincre de nouveaux donateurs.

DES DOSSIERS DE LEGS RESTÉS EN SOUFFRANCE

Grâce à un travail de promotion de ce mode de soutien réalisé sur plusieurs années, les legs représentent aujourd'hui près de 30 % des ressources du Secours Catholique-Caritas France. Mais depuis un certain temps, et très sensiblement en 2017, il est devenu difficile d'entrer en possession de ces biens, en raison d'un phénomène d'engorgement chez les



notaires qui entraîne un allongement de la durée de traitement des dossiers. Les retards sont devenus tels qu'ils ont généré une perte de 7 millions par rapport à notre budget pour 2017. Cette lenteur dans le règlement des dossiers a un impact non seulement financier mais aussi en matière d'image. Elle donne l'impression que nous ne faisons rien des biens qui nous sont légués, quand nous n'en avons tout simplement pas encore la jouissance. Cette situation a justifié que nous renforçons nos équipes en 2017 afin de pouvoir tout mettre en œuvre pour que les dossiers en souffrance se règlent plus rapidement.

UNE BAISSÉ STRUCTURELLE DES SUBVENTIONS

Le montant des subventions perçues en 2017 par le Secours Catholique-Caritas France pour ses projets en France est stable, après une baisse en 2016 et 2015. Au plan international au contraire, les subventions ont connu une forte baisse après une courte amélioration en 2016. Cette tendance à la baisse des aides publiques est générale depuis un certain nombre d'années : l'augmentation du nombre de causes et d'associations nouvelles entraîne un plus grand saupoudrage des aides, et à cela s'ajoute une tendance aux coupes budgétaires.

Cette diminution des subventions risque de s'aggraver encore en raison de la suppression de la réserve parlementaire. Si l'utilisation de cette réserve a pu poser question, beaucoup d'élus s'en servaient, au moins en partie, pour subventionner des projets d'associations locales comme ceux des délégations du Secours Catholique, qu'ils savaient engagées efficacement sur leurs territoires. Rien ne nous garantit à ce jour que ces aides seront compensées autrement. À nous donc de faire la preuve auprès des habitants de ces territoires que les actions engagées méritent d'être poursuivies et soutenues.

UNE POLITIQUE DE PLACEMENTS EN ACCORD AVEC NOTRE PLAIDOYER

Depuis plusieurs années, le Secours Catholique-Caritas France mène une politique de placements répondant aux exigences éthiques qui guident son action et son plaidoyer. En 2017, nous avons finalisé le recentrage de nos placements vers des opérateurs pour lesquels le risque d'exposition à l'utilisation des paradis fiscaux et au financement de l'exploitation des énergies fossiles est moindre ou nul. Nous avons déjà exclu de notre portefeuille toute ligne liée à l'extraction du pétrole, du gaz, du charbon, du gaz de schiste. ■

UNE ORGANISATION AU SERVICE DU PROJET NATIONAL

Afin de mettre en œuvre son projet national, le Secours Catholique-Caritas France a besoin de faire évoluer son organisation et ses modes de fonctionnement. Pour cela, trois changements internes ont été identifiés comme leviers de transformation, dans une perspective de changement social global avec une volonté réaffirmée de toujours associer les personnes.

UN AUDIT POUR DEVENIR UNE ORGANISATION APPRENANTE

Tous les jours, les acteurs du Secours Catholique-Caritas France recueillent l'expérience de vie des personnes qu'ils accompagnent et inventent avec ces personnes des solutions pour faire reculer la précarité. L'association considère comme un enjeu essentiel pour la mise en œuvre de son projet national de transformation sociale de collecter et capitaliser au mieux cette expérience et cette parole des personnes. L'objectif est de mieux analyser ces savoirs et de les diffuser pour que le réseau s'en nourrisse. L'enjeu est de construire une organisation qui, à tous les niveaux, valorise ce qu'elle apprend. En 2017, un diagnostic a été réalisé pour identifier les axes de progression de l'organisation. Ce travail a été repris dans le projet de direction validé par le conseil d'administration en septembre 2017. Il pose les priorités nécessaires pour devenir une organisation apprenante : développer une culture commune sur les changements à mettre en œuvre pour mieux apprendre en réseau, faire évoluer les postures individuelles et collectives des bénévoles en responsabilité et des managers, et mieux valoriser et faciliter la réappropriation des connaissances créées par les acteurs du Secours Catholique.

UNE FORMATION POUR RENFORCER LA COHÉRENCE DE L'ORGANISATION

Contribuer aux changements visés par le Secours Catholique pour transformer la société nécessite que l'association mette en œuvre, à tous les niveaux de son organisation, des modes de pilotage adaptés à son identité et à ses objectifs. Au cours de l'année 2017, une nouvelle dynamique s'est instaurée pour repenser et développer la formation des bénévoles de terrain. Ainsi, une étude collaborative sur les équipes régionales de formation de Bretagne et des Pays de la Loire a été menée afin de tirer des enseignements de ces expériences et d'examiner les possibilités d'appropriation dans d'autres régions, le projet étant de créer des services régionaux bénévolat-formation dans 6 régions en 2018.

Nous avons également poursuivi notre accompagnement des délégations dans l'élaboration de leurs projets pour les cinq ans, en matière de changements visés sur leurs territoires et de moyens à mettre en place. Les premiers projets issus de ce travail ont été validés par le conseil d'administration et une nouvelle promotion s'est lancée à son tour dans cette réflexion. Les 6 délégations qui la composent ont été formées et vont pouvoir s'inspirer de leurs travaux respectifs et s'entraîner ensemble. Elles

LE RÉSEAU DÉFINIT DE NOUVEAUX REPÈRES POUR LES ACTIONS D'AIDES FINANCIÈRES

Les actions d'aides financières font partie des outils mis à la disposition des délégations pour résoudre des situations de détresse. Le Secours Catholique-Caritas France a mis en place un groupe de travail qui s'est réuni tout au long de l'année 2017 pour définir des repères communs qui permettent aux délégations de faire l'usage le plus juste et le plus pertinent possible de ces aides. Ce groupe est parti des pratiques expérimentées et

de l'expérience des personnes concernées. 11 repères ont été identifiés. Viennent ainsi en premier lieu la nécessité de prendre le temps de la rencontre, le besoin de pouvoir se rendre utile en retour, d'avoir affaire à des bénévoles formés et respectueux de la confidentialité, la qualité de l'accueil, de même que la nécessité de différer la réponse, pour permettre le temps d'une réflexion à plusieurs, et de prévoir des montants d'aide plus importants ■.



É. PERRIOT / SGGF

ont pour consigne de définir la vision qu'elles ont du travail à accomplir ces prochaines années, avec des ambitions échelonnées par tranches d'un an, afin de pouvoir les adapter aux futures recherches et évolutions relatives au projet national.

UN CONSEIL D'ANIMATION NATIONAL ET DES EXPÉRIMENTATIONS POUR DÉVELOPPER UNE ORGANISATION RESPONSABLE

Le Secours Catholique s'engage concrètement en matière de développement durable, au plan environnemental, mais aussi économique et social.

Ainsi en juin 2017, nous avons décidé de la création d'un conseil d'animation national composé de 60 personnes, dont des membres de bureau, des représentants de l'animation (salariés ou bénévoles) et de personnes en situation de précarité, avec une mission de conseil pour la mise en œuvre de notre projet national. La présence en son sein de 19 personnes ayant l'expérience de la précarité correspond à notre volonté de voir tous les acteurs participer à la conduite de notre projet.

En matière de ressources humaines, c'est la qualité de vie au travail (QVT) qui a été définie comme axe prioritaire. Des expérimentations seront menées dès

2018 au sein d'équipes volontaires en délégation, au siège et dans nos antennes, dans l'objectif d'améliorer la qualité de vie d'équipe, l'organisation du temps de travail et des espaces de travail ainsi que l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Ces initiatives s'adressent aux salariés aussi bien qu'aux bénévoles. ■

MIEUX ACCUEILLIR LES NOUVEAUX BÉNÉVOLES

Les attentes, les profils et les contraintes des bénévoles ont beaucoup évolué au cours du temps. Aujourd'hui, ce sont surtout les notions d'utilité, de sens et de plaisir qui motivent leur engagement. Face à ces constats, le Secours Catholique-Caritas France a organisé en 2017 un atelier de réflexion sur la façon de mieux accueillir et intégrer les nouveaux bénévoles. Il a débouché sur l'élaboration de 7 fiches pratiques à destination des délégations, et d'un « Livret premier contact de l'engagement » à remettre le jour de la rencontre avec le ou la bénévole. La démarche avait ceci de particulier qu'il s'agissait d'un atelier régional à vocation nationale. ■

LE RÉSEAU CARITAS FRANCE

Le Réseau Caritas France a été créé en 2016 à l'initiative du Secours Catholique-Caritas France pour rassembler les organisations qu'il a contribué à créer ou qui partagent ses valeurs, finalités et principes d'action. Son but est de susciter l'innovation et la coopération dans les territoires en alliant les compétences et les moyens de ses membres pour favoriser l'accompagnement global et la capacité d'agir de toute personne vivant des situations de précarité ou d'exclusion. L'objectif est aussi d'éveiller à l'engagement solidaire et à la fraternité, d'agir sur les causes de la pauvreté. En mai 2017, un salarié a été nommé à plein temps pour développer le réseau. Et un nouveau membre a été accueilli en juin 2017 : le Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs et les précaires.

L'ASSOCIATION DES CITÉS DU SECOURS CATHOLIQUE



Créée en 1989, l'Association des cités du Secours Catholique (ACSC) a pour mission d'accueillir, d'héberger, d'accompagner et de mener vers l'autonomie et l'insertion socioprofessionnelle des personnes en situation de précarité, d'exclusion ou de handicap. Elle compte 19 cités, 14 dans le secteur social et 5 dans le secteur du handicap, réparties sur 3 territoires : Centre-Ouest, Île-de-France et Sud.

En 2017, plus de 1 000 salariés essentiellement composés de travailleurs sociaux et près de 400 bénévoles ont accompagné plus de 13 000 personnes dont 350 personnes en situation de handicap (souffrant de handicap psychique, de déficience intellectuelle ou de troubles autistiques), par le biais des 127 dispositifs sociaux (hébergements d'urgence, Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), haltes de jour, pensions de famille, crèches...) gérés par l'association. Les accompagnements mis en place par les équipes de l'ACSC valorisent la capacité d'action des personnes accompagnées et leur participation comme source de richesse. L'aide par le travail est le support privilégié pour l'action éducative des cités intervenant dans le secteur du handicap. Son réseau de crèches, « Grandir en crèche », compte actuellement une centaine de places.

Au sein du Réseau Caritas France, l'ACSC contribue à l'évolution de la société et de l'accueil que celle-ci fait aux personnes fragilisées. Elle poursuit sa dynamique fondée sur une vision impliquant les professionnels, les bénévoles et la participation des personnes accompagnées.

acsc.asso.fr

LA FONDATION CARITAS FRANCE



Créée par le Secours Catholique-Caritas France en 2009, la Fondation Caritas France est la première et seule fondation abritante en France dédiée à la lutte contre la pauvreté. Sa première mission est d'encourager le développement de la philanthropie et de la lutte contre l'exclusion en abritant des fondations sous son égide (94 en 2017). Elle permet à des personnes, des familles, des groupes d'amis de créer leur propre fondation, et en assure la gestion tout en accompagnant les fondateurs (choix de projets, implication de leurs proches...). Sa deuxième mission est de collecter des fonds pour soutenir des projets portés par le Secours Catholique-Caritas France ou par d'autres partenaires, en France et à l'international. Depuis sa création, la Fondation Caritas France a ainsi soutenu 670 projets à hauteur de 27 M€. En 2017, les fonds collectés ont été redistribués aux deux tiers aux réseaux Caritas monde et France.

Enfin, la fondation appuie la recherche et l'expérimentation. Elle décerne un prix annuel à un jeune chercheur en sciences sociales dans le cadre du colloque organisé sous l'égide de l'Institut de France.

www.fondationcaritasfrance.org

LA FONDATION JEAN RODHAIN



La Fondation Jean Rodhain a été créée en 1981 pour contribuer à la réflexion chrétienne sur la charité au sens large (justice, solidarité, doctrine sociale), promouvoir l'étude de la théologie de la charité dans la recherche universitaire, développer le dialogue avec les acteurs de terrain à partir de la parole et de l'expérience des pauvres. Tous les deux ans, elle organise un colloque rassemblant une cinquantaine de chercheurs et de praticiens. Elle a créé et finance des chaires d'études dans différentes facultés de théologie, et continue à alimenter le site web « Servons la fraternité », fruit de la démarche Diaconia 2013, en vue de partager les pratiques d'une fraternité accessible à tous.

www.fondationjeanrodhain.org

www.servonslafaternite.net

TISSONS LA SOLIDARITÉ



Fondé en 2004 par le Secours Catholique-Caritas France pour fédérer les boutiques solidaires d'insertion qu'il avait créées, le réseau Tissons la solidarité s'est largement développé et regroupe aujourd'hui 70 entreprises et chantiers d'insertion par l'emploi. Les personnes en insertion y exercent différents métiers du textile et de la vente en prêt-à-porter. Elles bénéficient de formations agréées par les professionnels de la branche textile : une formation à la vente créée avec Chanel, et une à la couture parrainée par Christian Lacroix. Une partie des chantiers d'insertion que fédère Tissons la solidarité coopèrent localement avec les délégations du Secours Catholique à travers ses boutiques solidaires. En 2017, une discussion a été menée pour élaborer une nouvelle convention de partenariat nationale.

www.tissonsolasolidarite.fr

CARITAS HABITAT



Créée en 2015, Caritas Habitat est une société foncière destinée à faciliter l'accès à l'immobilier social et solidaire, tel que les logements sociaux, les maisons relais et les boutiques solidaires, par le recours à l'épargne solidaire. Son but est d'apporter une réponse immobilière à des projets sociaux portés par nos délégations ou par les cités de l'ACSC, de gérer des biens apportés

par les fondations, les congrégations et nos délégations, ou qui ont fait l'objet d'une prospection auprès des collectivités locales ou des aménageurs. Agréée ESUS (entreprise solidaire d'utilité sociale) et maîtrise d'ouvrage, Caritas Habitat a obtenu à l'été 2017 le visa de l'Autorité des marchés financiers pour lancer son appel à épargne solidaire. Elle a ainsi pu réaliser à l'automne 2017 ses premiers investissements solidaires.

www.caritashabitat.org

FÉDÉRATION DE CHARITÉ CARITAS ALSACE



Fondée en 1903 par monseigneur Paul Müller-Simonis pour « mieux organiser les œuvres de bienfaisance catholique en Alsace », la Fédération de Charité Caritas Alsace exerce ses activités depuis plus de cent ans dans le diocèse de Strasbourg. Service de l'Église catholique en Alsace et association de droit local, elle contribue à apporter des réponses aux détresses physiques, morales et spirituelles de notre temps. Ses missions se déclinent en trois axes : fédérer les actions en rapport avec la solidarité, promouvoir les initiatives de solidarité, interpeller et formuler des propositions pour une plus grande justice sociale. La Fédération porte aussi l'activité du Secours Catholique-Caritas France en Alsace, sous le nom de « Caritas Alsace, réseau Secours Catholique ».

www.federation-de-charite.org

COMITÉ CHRÉTIEN DE SOLIDARITÉ AVEC LES CHÔMEURS ET LES PRÉCAIRES

Créé il y a plus de trente ans, le Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs et les précaires (CCSC) vise à maintenir l'attention sur les conséquences du chômage. En sensibilisant les communautés chrétiennes ainsi que l'ensemble du corps social et en luttant contre l'indifférence à travers la parole des personnes qui vivent le chômage, le CCSC invite chacun à agir pour que ces personnes puissent retrouver une pleine citoyenneté.

ccscfrance.com

GOUVERNANCE ET CONTRÔLE AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

AU 31 DÉCEMBRE 2017 :

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du Secours Catholique-Caritas France comprend 179 membres, répartis en deux catégories :

148 membres actifs : administrateurs personnalités qualifiées, présidents et vice-présidents de délégation, ainsi que 1 trésorier par Région administrative – et 31 membres d'honneur. La limite d'âge est fixée à 75 ans. Les membres actifs comptent 87 hommes et 61 femmes.

Membres d'honneur : 18 hommes et 13 femmes.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

est composé de 21 membres, tous bénévoles ; 12 sont présidents ou vice-présidents de délégation, 9 sont des personnalités qualifiées. Leur mandat est de trois ans, renouvelable deux fois. Le conseil se réunit 11 fois par an. Son bureau comprend une présidente, deux vice-présidentes, un trésorier et une secrétaire. L'aumônier général et le secrétaire général assistent aux séances du bureau et du conseil d'administration, sans voix délibérative.

BUREAU

Présidente :

Véronique Fayet

Vice-présidentes :

Louise Avon, Claire Escaffre

Trésorier :

Dominique Dubois

Secrétaire :

Françoise Maury

AUTRES MEMBRES

Bernard Alet - Pierre Boit - Pascal Bourgue - Alain de Brugière - Marie Fleury - Francine Guilbert - Jean-Louis Loirat - Chantal Nicol - Geneviève Pastorello - Emmanuel de Rivoire - Guy Sayaret - Jean-Marie Schiffli - Béatrice Victor

Secrétaire général :

Bernard Thibaud

Aumônier général :

Père Dominique Fontaine

Présidents d'honneur :

François Soulage, Joël Thoraval

LIENS AVEC LA CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES DE FRANCE

▶ Les présidents et vice-présidents de délégation sont homologués par le conseil d'administration après accord de l'évêque du diocèse concerné. Les administrateurs en qualité de personnalités qualifiées sont cooptés par le conseil d'administration, après accord du conseil permanent de la Conférence des évêques de France (CEF), puis élus par l'assemblée générale.

- ▶ Le président national est élu par le conseil d'administration en son sein, parmi les candidats ayant fait l'objet de l'agrément du conseil permanent de la CEF.
- ▶ L'aumônier général est nommé par le conseil permanent de la CEF.
- ▶ Le secrétaire général est nommé par le conseil d'administration sur une liste de candidats agréés par le conseil permanent de la CEF.
- ▶ Des réunions entre le secrétariat général de la CEF et la présidence nationale, le secrétaire général et l'aumônier général du Secours Catholique-Caritas France sont régulièrement organisées.

COMITÉS CONSULTATIFS

- Ils émettent des avis et recommandations sur la vie et les projets de l'association.
- ▶ Comité stratégique
 - ▶ Comité d'audit
 - ▶ Comité des donateurs
 - ▶ Comité des nominations
 - ▶ Instance nationale consultative (INC)
 - ▶ Comité de gestion de la trésorerie

IDENTITÉ

LE SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Le Secours Catholique-Caritas France est un service de l'Église catholique en France, membre de la confédération Caritas Internationalis et association reconnue d'utilité publique.

MISSION DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Fondée sur l'Évangile, la mission du Secours Catholique-Caritas France est une mission d'amour et d'éveil à la solidarité, en France et dans le monde. Le Secours Catholique appelle toute personne à s'engager pour vivre la rencontre, l'entraide et la joie de la fraternité. Ses acteurs travaillent à renforcer les capacités de tous à agir pour que chacun accède à des conditions de vie dignes. L'association lutte contre les causes de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion et propose des alternatives, au service du bien commun.

ACTIONS

- ▶ En France, 1 440 000 personnes ont été soutenues dans 2 400 lieux d'accueil.
- ▶ À l'international, 687 opérations ont été menées en 2017, dans 66 pays ou zones, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (165 Caritas). En un an, 3 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale du Secours Catholique-Caritas France.

ORGANISATION

- ▶ 75 délégations au 31 décembre 2017, réparties en 3 500 équipes locales, en France métropolitaine et d'outre-mer, couvrent l'ensemble du territoire national.
- ▶ Réseau de 68 200 bénévoles et de 935 salariés sur tout le territoire.
- ▶ 3 antennes : la cité Saint-Pierre à Lourdes, la Maison d'Abraham à Jérusalem, le Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés (CEDRE) à Paris.

TRANSPARENCE ET CONTRÔLES

Les comptes annuels, incluant le compte d'emploi des ressources, sont certifiés par un commissaire aux comptes du cabinet Deloitte, puis approuvés par l'assemblée générale du 6 juin 2018. Ils sont disponibles sur le site www.secours-catholique.org ou peuvent être obtenus sur simple demande écrite à : Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07.

Le commissaire aux comptes, outre la certification des comptes, contrôle chaque année 10 délégations. Avec le département d'audit interne, c'est au total un tiers des délégations qui est contrôlé chaque année.

La Cour des comptes a contrôlé en 2012 l'utilisation des fonds reçus en 2010 et 2011 pour les victimes du séisme survenu en Haïti. Elle considère que « *l'emploi des fonds collectés a été conforme aux objectifs de l'appel à la générosité réalisé* ».

LE COMITÉ DE LA CHARTE DU DON EN CONFIANCE

est une association qui exerce la mission de contrôle de l'appel à la générosité du public. Le comité élabore des règles de déontologie, détermine l'octroi d'un label « Don en confiance » aux organisations d'intérêt général qui se portent candidates et effectue un contrôle continu et indépendant des engagements auxquels elles souscrivent. Ceux-ci sont basés sur des principes de respect du donateur, de transparence, de recherche d'efficacité et de probité et de désintéressement, couvrant trois domaines : la gouvernance, la gestion et la communication. Le 9 avril 2015, le Secours Catholique-Caritas France a obtenu le renouvellement de son label « Don en confiance », pour une durée de trois ans.



NOUS REMERCIONS DE LEUR SOUTIEN NOS PARTENAIRES

Agence du don en nature
Agence française de développement
Agence de l'eau Artois-Picardie
Agence de l'eau Loire-Bretagne
Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse
Agence de l'eau Seine-Normandie

Banque publique des solidarités
Caisse d'épargne
Carigest SA

Communauté de l'agglomération havraise
COSUDE : (Coop suisse) Ambassade de Suisse en Colombie
ECHO (service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile)

Fondation Caritas France
Fondations abritées par la Fondation Caritas France :

Fondation Avenir Solidaire
Fondation Aveyron Solidaire
Fondation François et Monique Bilger
Fondation Bruno
Fondation Les Colibris d'Élisa
Fondation Famille et Solidarités
Fondation Le Manteau de saint Martin
Fondation Pro-femmes
Fondation Rue des Iris
Fondation Tolot

Fondation Cetelem pour l'éducation budgétaire
Fondation Crédit Coopératif
Fondation Eiffage
Fondation de France

Fondations abritées par la Fondation de France :

Fondation JM Bruneau
Fondation Guy Nicolas
Fonds Merymu
Fonds Seviajer

Fondation NED (National Endowment for Democracy)
Fondation Sancta Devota
Fondation Somfy – Les petites pierres
Fondation Suez Environnement Initiatives

Fonds de dotation Antigone
Grand Lyon
Jean Lutz SA
Journée mondiale de prière des femmes – Comité français
Lyonnaise des eaux

Ministère de la Culture
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Orange
Le Petit Futé
Saint-Christophe Assurances
SNCF
Union européenne

Ainsi que de nombreuses municipalités et de nombreux conseils départementaux et régionaux.



ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

**Document conçu et réalisé
par la direction de la communication**

106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07

Tél. : 01 45 49 73 00

Fax : 01 45 49 94 50

Rédaction : Pascale Kramer

Correction-révision : Irsane de Scitivaux

Photo de couverture :

É. Perriot / SCCF

Maquette : département Fadip

Juillet 2018

LE SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE EN CHIFFRES



345 M€

DE RESSOURCES DONT 86 % CONSACRÉES
AUX MISSIONS SOCIALES

2017, EN FRANCE



1 440 000

PERSONNES SOUTENUES
EN FRANCE



68 200

BÉNÉVOLES



7 000

ENFANTS ET ADOLESCENTS
ACCOMPAGNÉS DANS LEUR SCOLARITÉ



2 400

LIEUX D'ACCUEIL



317 000

FAMILLES SOUTENUES



3 000

PERSONNES ACCOMPAGNÉES
VERS L'EMPLOI



4 000

PERSONNES ACCOMPAGNÉES
DANS LEUR PROJET DE VACANCES



1 600

ENFANTS PARTIS EN ACCUEIL
FAMILIAL DE VACANCES



1 750

DOSSIERS DE MICROCRÉDIT
EN COURS DONT 540 NOUVEAUX

2017, À L'INTERNATIONAL



3 MILLIONS

DE PERSONNES SOUTENUES À L'INTERNATIONAL



687

PROJETS



82

INTERVENTIONS D'URGENCE